LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET L'AMERIQUE LATINE

UNE PERSPECTIVE SOCIALISTE



GROUPE SOCIALISTE
PARLEMENT EUROPÉEN

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET L'AMERIQUE LATINE

UNE PERSPECTIVE SOCIALISTE



GROUPE SOCIALISTE
PARLEMENT EUROPÉEN

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Sommaire

		Page
I.	**Introduction de Rudi Arndt**	5
II.	**Relations Communauté européeenne – Amérique latine**	7
	1. Une perspective socialiste	7
	2. L'endettement et la récession économique en Amérique latine	10
	3. Le rôle de l'Europe dans la crise	17
	4. Une autre politique pour la crise en Amérique latine	21
	5. Le développement démocratique en Amérique latine	25
	6. Les problèmes de consolidation de la démocratie en Amérique latine	29
	7. La contribution de la Communauté européenne à la consolidation de la démocratie en Amérique latine	37
	8. La crise en Amérique centrale	42
	9. L'initiative Arias	50
	10. La contribution de la Communauté européenne à la paix et à la démocratie en Amérique centrale	52
	11. La coopération entre les socialistes européens et latino- américains	59
III.	**Les partis de l'Internationale Socialiste en Amérique centrale et latine**	67
IV.	**Les rapports du Parlement européen sur les relations avec l'Amérique centrale et latine**	70

Coll. Fondation Jean Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

I. Introduction

Les 8 et 9 octobre 1987, le Groupe socialiste du Parlement européen a organisé à Bruxelles un séminaire sur la coopération entre l'Amérique latine et la Communauté européenne.

Au sein des groupes de travail du séminaire, les participants ont examiné les relations politiques, économiques et de développement entre ces deux régions et la question suivante: comment les socialistes et sociaux-démocrates de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Ouest peuvent-ils s'entraider?

En décembre 1987 et en janvier 1988, des membres du Groupe socialiste ont visité un nombre de pays en Amérique latine afin d'évaluer les progrès réalisés.

En février 1988, le Groupe socialiste a envoyé un représentant au Paraguay afin d'observer le déroulement des élections.

Des membres socialistes étaient également présents à Hambourg lors de la IVème Conférence Interministérielle entre des représentants de la Communauté européenne et des pays de l'Amérique centrale. Afin d'aider à la création du Parlement d'Amérique centrale, le Groupe socialiste a accueilli au mois de mars un stagiaire du Nicaragua.

Finalement, au mois de mars, une discussion a eu lieu au sein du Parlement européen sur un rapport sur la situation en Amérique centrale sur la base d'une résolution déposée par un membre du Groupe socialiste, Ernest GLINNE.

Ce ne sont que quelques exemples des activités déployées récemment par le Groupe socialiste au Parlement européen, qui démontrent clairement notre souhait d'apporter une contribution permanente aux efforts des peuples latino-américains pour obtenir la paix, la démocratie et le développement.

Compte tenu des liens officiels qui existent entre le Parlement européen et le Parlement latino-américain, de l'accord de coopération conclu entre la Communauté européenne et les pays de l'Amérique centrale, des différents projets de développement et de l'intérêt politique accru que la Communauté européenne porte à la région latino-américaine (dans le cadre de la Coopération Politique européenne), le Groupe socialiste doit prendre position sur tous ces aspects.

Dans le contexte des efforts considérables entrepris récemment pour instaurer la paix et la stabilité dans la région et pour renforcer le respect pour les lois internationales, les principes démocratiques, la justice sociale et le développement économique, nous renouvelons notre soutien pour que ces buts soient atteints.

Néanmoins, la souveraineté, l'intégrité territoriale des états et le droit de toutes les nations de déterminer librement et sans interférence de qui que ce soit leur modèle économique, politique et social, ne peuvent être dissociés des problèmes économiques énormes auxquels la région latino-américaine est confrontée.

Il est nécessaire de reconnaître le lien entre d'un côté le développement économique et social et de l'autre le développement politique. Pour le dire dans les termes du Secrétaire général du Conseil de l'Europe: « L'ajustement économique exigé par les autorités financières internationales ne tient, trop souvent, pas compte de la situation politique intérieure des pays endettés. Des mesures d'austérité trop radicales peuvent servir de prétexte à ceux qui souhaitent mettre fin à la démocratie. En conséquence, aider à résoudre le problème de l'endettement est un moyen de renforcer la démocratie en Amérique latine».

J'espère que cette brochure vous aidera à comprendre la nécessité d'un dialogue intense entre l'Amérique latine et la Communauté européenne — un dialogue qui doit être fondé sur une relation de partenariat.

Rudi ARNDT

Président

II. Les relations Communauté européenne / Amérique latine

1. Une perspective socialiste

Ces dernières années ont vu le retour graduel de la démocratie en Amérique latine. Toutefois, il n'y a pas eu de démocratisation dynamique comme les Etats-Unis auraient bien voulu le laisser croire. Les gouvernements démocratiquement élus et les organisations sociales et professionnelles dans plusieurs pays sont toujours profondément influencés par les groupes militaires et oligarchiques. Par conséquent, un changement radical, c'est-à-dire un transfert notable des ressources économiques entre les élites et la masse populaire reste improbable. De plus, 40 % de la population de la région vit dans la pauvreté, et les violations des droits de l'homme sont encore monnaie courante dans bon nombre de pays. Au Chili et au Paraguay, les dictatures militaires répressives se maintiennent en place; en Amérique centrale, le conflit militaire et les forces contre-révolutionnaires soutenues par les Etats-Unis ont longtemps miné la stabilité et le développement.

Les problèmes politiques et la fragilité de la démocratie latino-américaine sont aggravés par des problèmes économiques. La région a été très durement touchée par la récession mondiale — les revenus à l'exportation ayant diminué de quelque 6,6 % depuis 1980 et la région ayant accumulé une dette extérieure de 400 milliards de dollars, menaçant gravement la stabilité économique. A l'exception du Brésil, on a assisté à un déclin constant de la croissance par habitant en Amérique latine depuis 1980, dans la mesure où l'augmentation du PNB n'a pas pu égaler la croissance démographique.

C'est dans ce contexte de démocratie et de crise économique que les relations entre la Communauté européenne et l'Amérique latine doivent à présent être

considérées. Récemment, il y a eu un net renforcement des relations entre les deux régions. Etant donné que la Communauté continue à renforcer son rôle dans les affaires internationales et que l'Amérique latine cherche à diversifier son commerce extérieur et ses relations politiques en s'éloignant des Etats-Unis, les deux régions en sont arrivées à admettre qu'elles avaient un certain nombre de valeurs et d'intérêts en commun.

Le fait que l'Europe et l'Amérique latine souscrivent aux mêmes idéologies politiques constitue un lien important entre les deux régions. Alors que les idées de démocratie chrétienne, de démocratie sociale, de socialisme, de marxisme, etc. sont absentes de la culture politique des Etats-Unis, ces idées constituent l'essence même des politiques européennes et latino-américaine. Ceci est reflété par les divers liens existant entre Européens et Latino-américains à travers des regroupements politiques internationaux tels que l'Internationale socialiste et l'Internationale démocrate chrétienne. De plus, contrairement à plusieurs autres régions du monde en voie de développement, beaucoup de pays latino-américains ont eu des antécédents démocratiques dans la tradition européenne. La lutte pour la démocratie porte sur son rétablissement davantage que sur sa création; par conséquent, il semble y avoir là une tâche particulière justifiant un engagement des Européens dans la lutte. La récente adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne, pays qui non seulement ont des affinités linguistiques et culturelles avec l'Amérique latine, mais encore partagent une même expérience politique de la dictature «fasciste», a nettement accru la prise de conscience de la nécessité d'intensifier les relations avec l'Amérique latine.

Economiquement, la crise de l'endettement et la récession économique ont mis en évidence la dépendance mutuelle de l'Europe et de l'Amérique latine. La récession a entraîné une chute de la demande latino-américaine en produits européens et a ajouté à l'incapacité

de la région d'honorer les remboursements de sa dette européenne. Les deux régions ont, par conséquent, besoin de trouver des solutions mutuellement avantageuses. De plus, l'Amérique latine a encore une grande capacité de croissance, en raison:

(i) de la dimension du marché potentiel (plus de 350 millions d'habitants pour un PNB global de plus de 600 milliards de dollars) et des perspectives plus favorables d'intégration régionale;



(ii) du niveau relativement satisfaisant de l'infrastructure économique, de l'éducation et de l'activité des entreprises;

(iii) de la souplesse de l'économie, démontrée par le dynamisme de l'économie clandestine dans des pays fortement réglementés et la considérable expansion des exportations au cours de ces dernières années (jusqu'à 20 % en termes de volume entre 1981 et 1984, au moment où la croissance des échanges internationaux n'était que de 10 %);

C'est pour ces raisons que les relations de la Communauté européenne avec l'Amérique latine doivent être appréhendées dans le contexte des trois problèmes essentiels de la région — (i) l'endettement et la récession économique, (ii) le développement et la consolidation de la démocratie, et (iii) la crise en Amérique centrale.

2. La dette latino-américaine et la récession économique

La dette extérieure de l'Amérique latine s'élève actuellement à 400 milliards de dollars. Cela représente plus de trois fois les recettes annuelles provenant de l'exportation de biens et services et plus de la moitié du PNB total. Le service des intérêts de la dette à lui seul absorbe 30 % des exportations. La crise de l'endettement en Amérique latine a surgi pour la première fois à l'automne 1982, lorsque le Mexique annonça qu'il se trouvait dans l'impossibilité de rembourser sa dette extérieure. Le Mexique fut bientôt suivi par d'autres pays latino-américains, tels que le Brésil et l'Argentine, et une trentaine d'autres pays latino-américains et d'autres pays en voie de développement en firent autant en 1983.

Les origines de la crise

Les gouvernements occidentaux ont tenté d'attribuer la responsabilité du problème de l'endettement uniquement aux emprunts inconsidérés des pays débiteurs. Bien que des erreurs manifestes aient été commises par les gouvernements latino-américains dans leur tentative de financement de projets excessifs et d'apaisement des tensions sociales par le biais d'emprunts immodérés plutôt que par des réformes politiques, la cause de la crise est beaucoup plus complexe. Les mécanismes de la politique monétaire et du système bancaire internationaux sont au cœur du problème.

Les origines de la crise résident dans les deux chocs pétroliers de 1973-74 et 1979-80. Le désir de plusieurs

pays latino-américains de maintenir la croissance grâce aux emprunts, coïncidait avec le début d'une période de croissance explosive et hautement concurrentielle des prêts accordés par les banques d'affaires privées.

La crise pétrolière

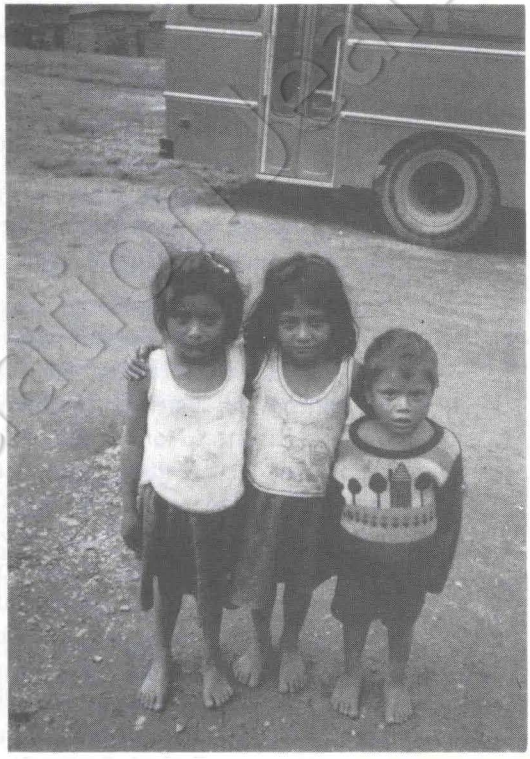
Cette expansion du crédit privé était facilitée par la canalisation d'une partie importante des recettes excédentaires (pétro-dollars) des pays exportateurs de pétrole vers les banques, par l'entremise du marché de l'Euro-dollar. En l'absence d'emprunteurs de qualité, les banques nord-américaines et européennes encouragèrent de manière irresponsable les pays latino-américains et d'autres pays en voie de développement à s'endetter lourdement. De 1977 à 1981, les dettes extérieures de la région latino-américaine ont augmenté à un rythme jusqu'alors inégalé de 25 % l'an — stimulées par des revenus soutenus provenant de l'exportation et que l'on escomptait pouvoir maintenir par les faibles taux d'intérêt et la concurrence entre banques, afin de prendre part à la rapide croissance de la région.

Au cours de cette période, les gouvernements occidentaux n'exercèrent aucun contrôle ni supervision des flux de capitaux privés. En l'absence de toute réglementation du système financier international, les banques obéirent à leurs intérêts et instincts personnels immédiats et étriqués, ignorant les effets potentiels à moyen et long terme de leurs actions. En outre, les conditions de financement privées n'étaient pas particulièrement adaptées à des objectifs de développement. La plupart des prêts, par exemple, étaient consentis pour des périodes sans rapport avec le calendrier des projets auxquels ils étaient destinés; contrairement aux prêts de la Banque Mondiale accordés pour plus de 50 ans, les prêts privés s'étendaient sur une période de 7 ou 8 ans.

La réponse des gouvernements nord-américain et européens à la crise du pétrole, cependant, fut sensiblement différente, en particulier après 1979.

Les politiques monétaires

Dirigés par les administrations Reagan et Thatcher, les pays avancés introduisirent presque uniformément des politiques déflationnistes sévères mettant davantage l'accent sur une politique monétaire restrictive, afin de briser l'emprise de l'OPEP sur l'économie internationale. Cela eut un effet désastreux sur l'économie de l'Amérique latine. En premier lieu, les taux d'intérêt grimpèrent (en particulier aux Etats-Unis), pour une bonne part pour financer l'énorme programme de réarmement de la nouvelle Administration. Ainsi, ayant été encouragé à emprunter des sommes énormes à des



Ont-ils un avenir?

taux faibles (mais variables), les Latino-américains étaient à présent confrontés à des taux plus élevés. En

second lieu, à mesure que la croissance mondiale stagnait, les prix des produits de consommation chutaient, en faisant ainsi des coupes claires dans les revenus provenant des exportations de l'Amérique latine — élément clé de sa croissance.

La gestion de la crise

La gestion de la crise a précisément été aussi irresponsable. La première réaction des banques devant la crise fut de cesser d'accorder tout nouveau prêt à la région, bloquant ainsi les projets d'investissements publics et privés. En même temps, il se produisit une fuite massive des capitaux d'Amérique latine, en grande partie absorbés par les besoins en fonds des Etats-Unis pour le financement de leurs dépenses en armement. Les estimations montrent qu'environ 30 milliards de dollars US ont été retirés, pour la seule période de 1981-83, pas des investisseurs étrangers et par les élites latino-américaines.

Afin de faire face au manque de capitaux, les pays d'Amérique latine ont été contraints de rechercher des prêts auprès du FMI qui avait exigé des politiques de réajustement déflationnistes sévères comme condition d'obtention de prêts. Les pays latino-américains ont été forcés d'opérer des compressions drastiques des dépenses publiques et des salaires réels, des augmentations des taux d'intérêt, des dévaluations monétaires et d'abolir les prix subventionnés. En outre, le FMI a insisté sur la libération économique, les réductions structurelles du secteur public et les politiques d'approvisionnement, etc., similaires aux politiques déjà mises en œuvre au Chili par la dictature de Pinochet.

Les conséquences de ces politiques déflationnistes ont été préjudiciables aussi bien aux échanges commerciaux de la région latino-américaine qu'à l'ensemble de ceux-ci en général. Dans le cas de l'Amérique latine, cela a eu de graves répercussions sur le niveau de vie et le développement économique. D'une manière globale, le revenu national a baissé en Amérique latine aussi bien en 1982 qu'en 1983, et en dépit d'une cer-

taine croissance en 1984, le PNB dans la région n'a pas encore retrouvé son niveau de 1981.

Les conséquences économiques

Presque tous les pays ont souffert d'une augmentation importante du chômage (équivalent actuellement à 30 % environ de la population active) et d'une baisse des salaires réels. De la même manière, il y a eu une diminution notable des dépenses en capitaux et du taux global d'investissement, sapant ainsi la croissance potentielle. Les échanges commerciaux interrégionaux ont connu un grave déclin, chutant de quelque 40 % depuis le début des années 1980. La politique du FMI, consistant à poser des conditions sur la simple base du cas par cas, sans prise en considération de l'interdépendance des économies latino-américaines, a manifestement contribué à cette situation. En effet, on demande par exemple à l'Argentine d'augmenter ses exportations vers le Brésil et de cesser ses importations à partir de ce pays, tandis que par ailleurs le Brésil est prié d'augmenter ses exportations vers l'Argentine et de cesser d'importer des produits venant de ce pays. Toutes suggestions «d'approche sélective» émises par les pays latino-américains ont été rejetées par le FMI et les banques privées.

Une contradiction du Traité FMI

Les politiques du FMI ont par conséquent contredit les termes de l'Article 1(b) du Traité instituant le Fonds Monétaire International qui stipule que:

«l'objet du FMI est... de faciliter l'expansion et la croissance équilibrée du commerce international, et de contribuer ainsi à la promotion et au maintien de hauts niveaux d'emploi et de revenu réel ainsi qu'au développement des facteurs de production de tous les Membres en tant qu'objectifs de politique économique fondamentaux.»

En effet, les programmes d'endettement ont eu pour résultat de placer les pays latino-américains dans la position absurde d'être obligés de transférer d'énormes montants sous forme de paiement d'intérêts et de restitution de bénéfices aux Etats-Unis et à l'Europe. Par

exemple, en 1983-85, l'Amérique latine a transféré 105 milliards de dollars US alors qu'elle n'en a reçu que 18 milliards sous forme de prêts et d'investissements. L'Amérique latine se trouve maintenant dans la position de devoir produire et exporter des marchandises afin de couvrir les remboursements de sa dette vis-à-vis des pays plus riches, au lieu de débloquer des capitaux pour son propre développement social et économique.

De plus, en Amérique latine, ce sont les ouvriers, les pauvres et les marginalisés qui ont eu à supporter le choc des politiques de réajustement. Le prix de la dette et de la récession est, par conséquent, payé par ceux qui étaient les moins concernés par l'origine de la crise et sont les moins aptes à en affronter le coût. En effet, beaucoup d'élites latino-américaines sont arrivées à assurer leur richesse grâce aux retraits de capitaux et à l'aide provenant de l'extérieur.

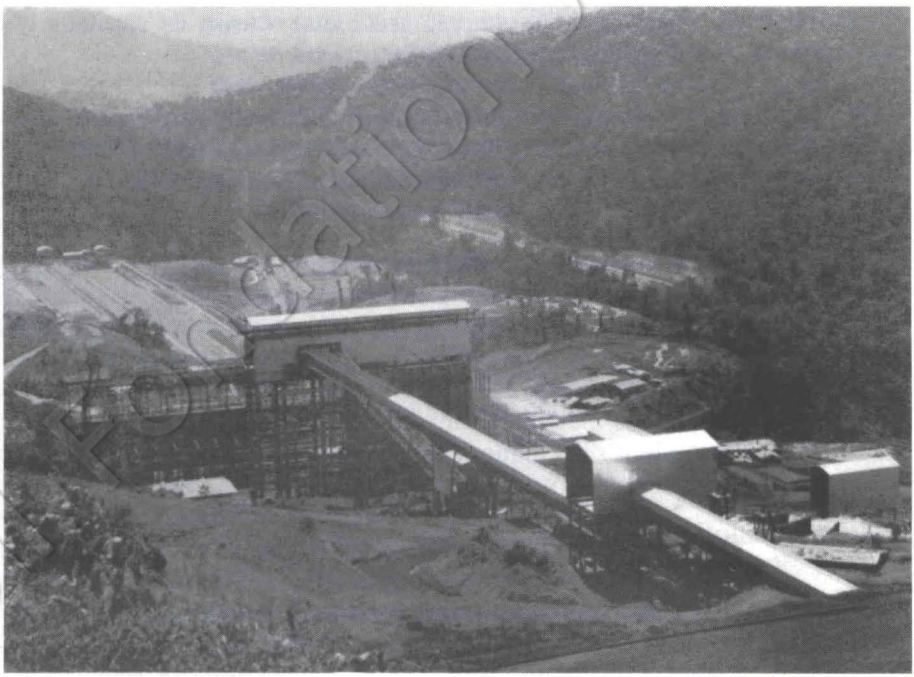
Les conséquences politiques et sociales

Les conséquences politiques et sociales de cette situation ont été exposées clairement au FMI dès septembre 1982 par le Secrétaire général du CISL de l'époque, feu M. Otto Kersten.

«L'un des problèmes sous-jacents les plus insolubles auxquels sont confrontées les économies latino-américaines réside dans la disparité extrêmement large entre les revenus des élites les plus aisées et ceux des travailleurs ruraux et urbains moyens. Les contraintes que de telles inégalités font peser sur les efforts de développement sont aigües et ne devraient pas être aggravées par des mesures visant à neutraliser les crises financières actuelles. En effet, des mesures de réajustement efficaces doivent être envisagées de façon à faire reposer le fardeau sur les plus aptes à le supporter. Il est évident que l'implantation incertaine de la démocratie, en particulier dans le sud de la région, est étroitement lié à ces problèmes et doit être pris en compte dans l'élaboration de nouvelles politiques financières et économiques.»

D'une manière générale

D'une manière générale, le problème de l'endettement — en particulier les transferts nets de ressources — a contribué à déprimer le commerce international, avec de graves impacts sur les économies des pays industrialisés. Le manque de pouvoir d'achat a abouti à une baisse des importations en Amérique latine de quelque 30 % depuis 1980. Selon les estimations des Nations Unies, plus de 7 millions d'emplois sont susceptibles d'avoir été perdus dans les pays industrialisés en conséquence de la baisse des exportations vers l'Amérique latine et d'autres pays en voie de développement. Les effets internationaux des politiques de réajustement sont mis en évidence dans une publication récente de la Fabian Society:



Mine à ciel ouvert au Brésil.

«Toute solution adéquate à la crise de l'endettement exige une reprise du commerce international. Cela aurait été facilité si moins de pays en voie de développement avaient dépensé leur argent en importations plutôt qu'en paiements d'intérêts», et faisant allusion à l'économie du Royaume Uni en particulier: «les exportations du Royaume Uni vers ces pays en 1985 avaient augmenté de 100 millions de dollars US pour chaque baisse d'1 % des taux d'intérêt» (La crise de l'endettement: le Tiers-Monde et les banques britanniques, M. Marcel et G. Palma, Fabian Research Series N° 350).

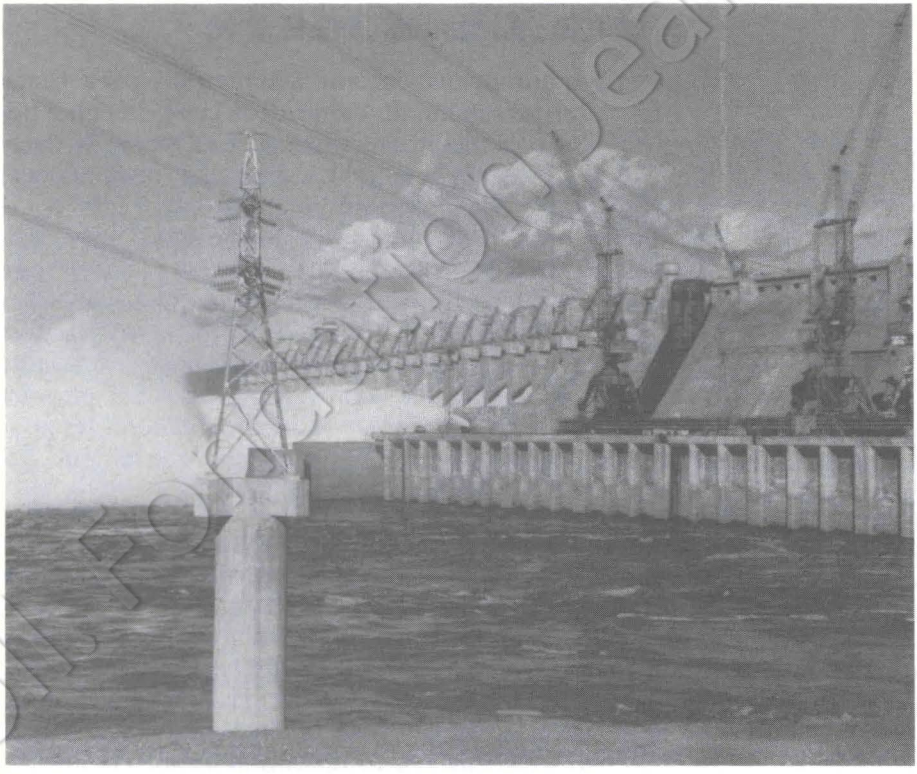
3. Le rôle de l'Europe dans la crise

Les pays européens doivent assumer avec les Etats-Unis la responsabilité du début de la crise de l'endettement et de sa mauvaise gestion. Les banques européennes (essentiellement les banques britanniques) fournissaient à une certaine époque jusqu'à 40 % de tous les prêts privés aux pays d'Amérique latine. Les gouvernements européens étaient aussi réticents que l'Administration américaine à réglementer les marchés financiers internationaux et n'ont pas prévu d'autres organismes pour remplacer les banques privées, afin de financer le déficit des comptes courants des pays en voie de développement. De la même manière, les gouvernements européens poursuivaient avec ardeur des politiques monétaristes de déflation.

La politique d'aide de la C.E.

Il est vrai, bien sûr, que la Communauté européenne et ses Etats membres arrivent en deuxième position pour l'aide accordée à l'Amérique latine et la première position pour l'Amérique du Sud (les Etats-Unis concentrent leur aide sur l'Amérique centrale). Par exemple, entre 1982 et 1984, l'aide provenant de la Communauté européenne et de ses Etats membres a été de US$ 554,7 millions (en comparaison avec US$ 703 millions provenant des Etats-Unis et tout juste US$ 8,9 millions du Japon). Toutefois, celle-ci n'a représenté que 6 % environ de l'aide totale au déve-

loppement extérieur accordée par les Etats membres de la Communauté européenne. Encore une fois, l'aide européenne est fortement concentrée dans les pays africains par le biais des Conventions de Lomé, tandis que l'Asie (75 %) et l'Amérique latine (25 %) se partagent l'aide reçue par les pays non-associés. De plus, l'aide accordée perd toute signification lorsqu'on considère les montants considérables des remboursements effectués par l'Amérique latine à l'Europe. Les Européens ne doivent, par conséquent, pas trop se féliciter du montant de l'aide accordée à l'Amérique latine.



Projet de Carajas au Brésil.

La politique commerciale de la Communauté

Toutefois, la politique commerciale de la Communauté européenne est plus préoccupante. Une source importante de désaccord entre les deux régions est constituée par ce que les Latino-américains considèrent comme un protectionnisme croissant à l'intérieur de la Communauté et ses préférences accordées aux états associés d'Afrique et aux pays méditerranéens.

Les exportations latino-américaines vers la Communauté européenne entrent dans le cadre du Système des Préférences Généralisé (SPG) de la Communauté. Toutefois, le système intégral est uniquement appliqué aux produits finis et semi-finis, ce qui représente seulement 10,5 % des exportations latino-américaines vers la Communauté européenne. De plus, il existe un système strict de quotas appliqués aux produits sensibles, y compris les textiles, le cuir et l'acier, qui représentent une part importante des exportations industrielles latino-américaines. Dans le secteur agricole, bien que le nombre de produits couverts ait augmenté au cours des années, certains produits ne sont toujours pas couverts en raison des mécanismes de la PAC et de la nécessité de préserver le traitement préférentiel accordé aux pays ACP et méditerranéens.

Bien que les exportations latino-américaines vers la Communauté dans le cadre du SPG aient augmenté au cours de ces dernières années, cela était presque entièrement dû au Brésil, qui profite davantage du système en raison de son degré d'industrialisation, et au Vénézuéla, dont les exportations ont essentiellement consisté en produits pétroliers. Dans de nombreux autres pays latino-américains, les exportations vers la Communauté européenne ont diminué. En effet, la part des échanges avec la C.E.E. varie fortement d'un pays latino-américain à un autre. En 1984, 35 % des importations de la Communauté provenant d'Amérique latine venaient du seul Brésil; ce chiffre passe à 80 % lorsque l'on ajoute l'Argentine, le Mexique, le Chili et le Vénézuéla. Ces pays absorbent également la plus

grande partie des exportations et des investissements de la CE.

Les restitutions à l'exportation

S'ajoutent aux problèmes de protectionnisme et de sélectivité, les effets des restitutions à l'exportation de la Communauté, en ce qui concerne aussi bien les parts de marché conquises aux dépens des exportations latino-américaines que leurs effets dépresseurs sur les prix mondiaux et, partant, sur les recettes latino-américaines provenant des exportations. Par exemple, en 1986, grâce à des remboursements substantiels, la Communauté a exporté 200.000 tonnes de bœuf au Brésil à des prix inférieurs à ceux des producteurs concurrents les plus compétitifs à l'intérieur même du Brésil, en Argentine et en Uruguay. En ce qui concerne l'impact sur les prix mondiaux, les chiffres publiés par le «Bureau Australien pour les Economies Agricoles» confirment que la PAC a eu tendance à faire baisser les prix mondiaux du blé (de 9-13 % en 1983), des autres céréales (16 % en 1983), du sucre (entre 5-11 % en 1982) et de la viande de mouton et de bœuf (15 % en 1984). Etant donné l'augmentation des restitutions à l'exportation au cours des derniers exercices financiers, selon toute vraisemblance, les prévisions futures ne seront guère plus réconfortantes.

Les problèmes économiques auxquels est confrontée l'Amérique latine sont par conséquent complexes et internationaux dans leur origine et leurs effets. Les indications récentes provenant de la région ne sont pas encourageantes. Par exemple, le Brésil, qui par le passé a enregistré les niveaux de croissance les plus élevés de la région, connaîtra selon toute vraisemblance à la fin 87 les chiffres les plus mauvais depuis 1983, avec une croissance économique peu susceptible de dépasser 0,5 %. De plus, les dettes auxquelles les pays latino-américains ont à faire face restent énormes, en dépit de l'annulation de certaines dettes par la Citicorp et d'autres banques nord-américaines et européennes au milieu de 1987. En effet, des prévisions récentes publiées par le FMI montrent que les remboursements

de la dette et le service des intérêts prévus pour les deux prochaines années sont plus élevés, aussi bien en termes absolus qu'exprimés en pourcentage des recettes tirées de l'exportation nécessaires pour les honorer, qu'à n'importe quel moment dans le passé.

4. Une politique différente pour répondre à la crise latino-américaine

Il va de soi que l'Europe ne peut pas résoudre seule les problèmes de l'Amérique latine — des initiatives devront également être prises par les Etats-Unis et le Japon. En effet, la CEE a le devoir évident d'user de son influence pour persuader les Américains et les Japonais de leurs obligations internationales. Toutefois, l'Europe a une marge de manœuvre et a manifestement la responsabilité d'agir dans certains domaines, aussi bien au niveau international que par l'intermédiaire des mécanismes de la Communauté européenne.

En optant pour des politiques de rechange en vue de résoudre la crise latino-américaine, l'Europe doit adhérer aux principes économiques et sociaux suivants.

Les transferts de ressources

Premièrement, les mesures mises en œuvre doivent tendre à éliminer les transferts nets de ressouces à partir de l'Amérique latine et à promouvoir le transfert de ressources vers celle-ci. Ceci est une condition préalable à la croissance latino-américaine. Les banques européennes pourraient envisager d'étaler l'amortissement de certains prêts et l'on devrait établir une relation entre les remboursements du reliquat de la dette et les résultats à l'exportation, par exemple en plafonnant le service de la dette à 20 % au maximum des recettes provenant de l'exportation. Des mesures devraient aussi être prises pour mettre fin à la fuite de capitaux et restituer les capitaux déjà retirés.

Le bien-être universel

Deuxièmement, les ressources dégagées devraient être gérées de façon à stimuler le développement et le bien-

être universel. Une attention particulière devrait être accordée à la fraction pauvre et marginalisée de la société. Il y aura, par conséquent, un changement dans la politique économique intérieure de l'Amérique latine, se traduisant par un abandon des principes du libéralisme économique, pour adopter la planification démocratique, la coopération et la croissance publique induite par les investissements. Les politiques de promotion des initiatives de la base organisées par les coopératives, les associations de santé publique, les groupements de travailleurs, etc. doivent également être encouragés, en particulier dans les zones défavorisées.



Indiens du Guatemala

La règlementation du FMI doit par conséquent être assouplie et les prêts accordés par l'intermédiaire de la Banque Mondiale substantiellement augmentés. La Communauté européenne et ses Etats membres peu-

vent agir directement en augmentant l'aide au développement en faveur des pays latino-américains, et en concentrant leur assistance dans les domaines de l'autosuffisance alimentaire, de la santé, de la formation, de la recherche, de la technologie et de l'énergie. La Communauté européenne doit étendre et élargir ses accords de coopération existants en attachant une importance particulière aux transferts de technologie. La préférence en matière d'aide et de crédits devrait être donnée aux pays présentant des politiques de lutte contre la pauvreté et l'inégalité.

L'intégration régionale

Troisièmement, des mesures devraient également tendre à renforcer l'intégration régionale et la coopération plutôt que de forcer les pays latino-américains à poursuivre des politiques mutuellement perturbatrices. Les prêts du FMI et des banques privées devraient, par conséquent, être fondés sur une stratégie régionale plutôt que sur des cas isolés. La constitution du Groupe des Huit — Brésil, Mexique, Argentine, Vénézuéla, Pérou, Colombie, Uruguay et Panama — revêt une signification considérable. Le Sommet qui s'est tenu à Acapulco en novembre 1987 a été le premier qui ait permis aux dirigeants latino-américains de se rencontrer pour discuter de leurs problèmes hors du cadre de l'Organisation des Etats américains (OAS) dominée par les Etats-Unis. Ces pays ont pris la décision collective de rechercher une amélioration radicale des modalités concernant le service de la dette et de se soutenir mutuellement si cela mène à une confrontation avec les banques ou les gouvernements créanciers. De la même manière, les accords de coopération de la Communauté européenne avec l'Amérique centrale et le Pacte Andin doivent être considérés comme un modèle pour les relations futures avec l'Amérique latine. En poursuivant sa politique dans cette voie plutôt que par l'intermédiaire d'accords bilatéraux, la Communauté européenne encouragera la coopération et le commerce interrégionaux, objectif de premier plan des pays d'Amérique latine.

La politique commerciale de la C.E.

Quatrièmement, les politiques commerciales et agricoles de la CEE devraient être révisées pour permettre aux Latino-américains d'accéder plus largement aux marchés européens et de garantir une plus grande stabilité des recettes à l'exportation de l'Amérique latine. Par conséquent, la CE devra envisager une libéralisation ultérieure de l'accord multifibres du GATT, la signature du protocole Sucre, l'arrêt du «dumping» des produits sur les marchés internationaux, en particulier des excédents agricoles, et l'élargissement des avantages relatifs dont jouissent les pays ACP en matière de commerce, aux pays les plus démunis d'Amérique latine.

Les relations Nord-Sud

Cinquièmement, des politiques ayant trait à l'Amérique latine doivent être élaborées en rapport avec le problème global du développement et de l'endettement. Il est clair que la gravité de la crise de l'endettement de l'Amérique latine et ses effets sur la croissance mondiale justifient d'une certaine manière un statut prioritaire. Toutefois, on ne peut élaborer un cadre pour l'Amérique latine au détriment des autres pays en voie de développement dans le monde, ou en excluant ces derniers. L'Europe doit souscrire à l'engagement général de réduire l'écart Nord-Sud et de s'attaquer aux problèmes du développement et du sous-développement.

La croissance internationale

Enfin, compte tenu de l'interdépendance économique de l'Europe et de l'Amérique latine, des politiques économiques mutuellement profitables et stimulant la croissance internationale doivent être adoptées. En Europe, les politiques déflationnistes doivent, par conséquent, être remplacées par une stratégie de croissance basée sur la relance financière et la coopération, en suivant les lignes proposées par la Commission européenne en 1985. En effet, selon l'étude récente effectuée par le Brookings Institute établi à Washington, si tous les pays de l'OCDE agissaient conjointement en augmentant leurs dépenses publiques non

salariales à raison d'1 % du PIB, cela aurait pour résultat une augmentation de la croissance annuelle de 2,9 % supplémentaires. Le chiffre pour l'Europe agissant seule est de 2,2 %, ce qui correspond presque au calcul de la croissance coordonnée dans les pays de la CEE établie par la Commission européenne elle-même. Une telle expansion coordonnée aurait des avantages considérables pour le commerce international et, partant, pour l'Amérique latine.

5. L'évolution vers la démocratie en Amérique latine

Tout en ayant à faire face à de graves problèmes économiques et sociaux, les pays latino-américains sont également confrontés au défi de la promotion et de la consolidation de la démocratie et des droits de l'homme.

Les progrès accomplis en direction de la démocratie au cours des dernières années ont été réels, en dépit d'un grand nombre de problèmes et d'insuffisances.

La signification historique de cette évolution démocratique est mise en évidence par Mario Solorzano Martinez, chef de file du parti socialiste démocratique du Guatémala (PSD).

«En Europe, les gens ont du mal à croire qu'il s'est produit un revirement en faveur de la démocratie ici, au Guatémala. Les gens font souvent des comparaisons injustifiées et oublient que notre histoire politique a suivi un cours totalement différent (de celui de l'Europe) ... Pour notre parti, après trente années de violence quasi continue, il était très important de pouvoir faire cette démarche et de réapparaître au grand jour.»

Le degré de démocratisation a varié considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, en Argentine, la démocratie a été rétablie après la défaite des militaires, qui a mis fin à une longue période de fiasco économique, d'abus politiques et de violations des droits de l'homme. L'élection du président Alfonsín en 1983, qui représentait en soi une rupture historique par rapport

à l'alignement traditionnel des partis, marquait le début de la nouvelle période de démocratie. Au Brésil, d'autre part, la démocratisation s'est développée selon des lignes plus graduelles et conciliatrices par un processus «d'Ouverture» — symbolisée par l'élection par le Congrès du défunt président Tancrado Neves, premier président civil depuis 1964, auquel a succédé Jose Sarney. Le fait de procéder à des élections présidentielles directes cette année achève ce processus long et complexe de transfert du pouvoir. Le Pérou présente



Les socialistes européens rencontrent les camarades guatémaltèques

un cas de figure différent lui aussi. Le gouvernement de Centre droit qui est arrivé au pouvoir en 1980 a été précédé par 12 ans de domination militaire, y compris une période de gouvernement «révolutionnaire», au cours de laquelle des réformes populaires ont été introduites, mais où l'autorité militaire a été discréditée en raison de l'échec économique, de la corruption et du comportement autoritaire. Le gouvernement de



Rencontre entre le président Garcia et Willy Brandt

Centre droit n'a pas manqué à ses engagements vis-à-vis du processus démocratique, mais il s'est révélé, toutefois, incapable de faire face à la double crise de la récession économique et du terrorisme. L'élection du président Garcia en 1985 marquait également le premier transfert de pouvoir d'un gouvernement civil élu

à un autre depuis 1945. Les élections reflétaient également un contraste frappant avec la situation en 1980, les suffrages s'étant déplacé des partis politiques du Centre droit à ceux de la Gauche.

Les échecs militaires

En dépit des différentes voies vers la démocratie dans ces pays et dans d'autres pays latino-américains, il y a eu un thème commun — à savoir que les régimes militaires n'ont pas réussi à assurer la stabilité économique leur garantissant le niveau de soutien ou d'assentiment populaire nécessaire pour conserver le pouvoir.

Le problème est bien posé par le professeur Giorgio Alberti de l'Université de Bologne lorsqu'il écrit:

«Les classes industrielles semblaient disposées à accepter et à soutenir les nouveaux pouvoirs démocratiques. L'incertitude des résultats électoraux semblait plus acceptable que le caractère imprévisible et capricieux de l'autoritarisme. Le même argument vaut pour la bourgeoisie, chez laquelle les militaires ont perdu l'attrait qu'ils ont exercé jadis, en tant que défenseurs de l'ordre et de la loi face à la montée rapide, désordonnée et menaçante des classes populaires. L'instauration, la durée et la rigueur de l'autoritarisme ont produit un impact important, d'une nature différente, sur les intellectuels radicalisés des classes moyennes. Ils ont appris que l'intensification du conflit entre les classes ne débouche pas nécessairement sur la révolution mais qu'elle peut entraîner l'autoritarisme et la destruction de leurs organisations et mouvements politiques. Cela est d'autant plus vrai pour les couches populaires. Elles ont été les victimes et les cibles principales de la répression autoritaire et de la déstructuration politique. Elles ont appris que défendre des règles démocratiques de comportement politique c'est également défendre leurs intérêts. En un sens, on peut dire que les dirigeants politiques de presque toutes les classes de la société ont appris que la scène politique d'une démocratie offre de plus grandes chances à la reproduction des classes que tout autre système politique.»

Toutefois, en dépit d'un net alignement démocratique de toutes les classes de la région, la démocratie est loin d'être consolidée. Des forces anti-démocratiques subsistent et des tensions politiques, économiques et sociales persistent, qui compromettent gravement l'évolution démocratique. En effet, les progrès réalisés dans la voie de la démocratie en Amérique latine ne sont pas irréversibles; si rien ne change et si les problèmes persistent, il y a peu de doute que certains secteurs de la société auront de nouveau recours aux solutions militaires pour protéger et promouvoir leurs intérêts.

Il faut souligner que le processus de rétablissement de la démocratie dans la région n'est pas sans précédent. Dans les années 1950 et 1960, une évolution démocratique a eu lieu dans un certain nombre de pays, mais, étant fondamentalement fragile, elle ne s'est pas maintenue. Prétendre que le processus démocratique prend fin lorsque la démocratie est rétablie serait par conséquent une grave erreur.

6. Les problèmes de consolidation de la démocratie latino-américaine

L'évolution vers l'instauration et la consolidation de la démocratie en Amérique latine est entravée par plusieurs facteurs.

L'influence militaire

Le premier problème, le plus immédiat, est la perpétuation de l'influence des militaires. Cette influence n'est pas nécessairement directe, par exemple à travers une participation militaire au gouvernement, mais elle est plus susceptible d'être indirecte, dans la mesure où les gouvernements démocratiques sont entravés dans la poursuite de certaines politiques de crainte d'un retour de bâton des militaires. Les démocraties latino-américaines sont par conséquent des «démocraties sous surveillance». La perpétuation du pouvoir des militaires a été constatée récemment en Argentine. Là, le Prési-

dent Alfonsín a tenté de reconstruire un système, profondément affecté par une longue expérience de décadence politique, qui a donné naissance à l'un des régimes militaires les plus brutaux et impitoyables de la région, responsable de la mort de plus de 30.000 innocents. Toutefois, les tentatives pour amener devant les tribunaux ceux qui se sont rendus coupables de violations des droits de l'homme sous le régime précédent, ont provoqué la rébellion de certaines fractions des forces armées au Printemps 1987, qui ont forcé le gouvernement à introduire une législation absolvant tous les grades moyens et inférieurs des forces armées de leurs crimes contre l'humanité. Une seconde rébellion des officiers de grade intermédiaire, en janvier 1988, fut réprimée avec succès par le Haut Commandement de l'Armée, mais le dilemme auquel la démocratie argentine est à présent confrontée est qu'en réussissant à renforcer son autorité sur les autres grades, le Haut



Soulèvement militaire en Argentine

Commandement de l'Armée a peut-être renforcé son emprise sur le gouvernement civil pour réclamer une plus large amnistie pour les forces armées et exercer une influence sur les affaires politiques. Les pays latino-américains doivent par conséquent faire face à des forces militaires hautement politisées et «institutionnalisées» qui ne regrettent guère les actions passées et ont peu de sympathie pour les institutions démocratiques.

Les influences oligarchiques

Un problème similaire est la pérennité du pouvoir des classes oligarchiques et des propriétaires terriens qui, par le truchement de ce contrôle des forces économiques et du recours occasionnel à la violence afin de protéger leurs intérêts, œuvrent contre les tentatives de réformes économiques et sociales des gouvernements démocratiques. Le Brésil constitue un exemple manifeste de ce problème. La promesse d'une réforme agraire a amené l'élection du président Jose Sarney après 20 ans de domination militaire, mais les propriétaires terriens refusent de renoncer à leurs terres, dont la plupart ne sont même pas activement cultivées. Il existe à l'heure actuelle un mouvement de résistance effectif à l'échelle du pays, d'exploitants agricoles de droite qui louent les services de milices privées pour protéger leurs domaines. D'après l'Eglise catholique, plus de 20 Brésiliens meurent chaque mois lors de conflits entre paysans sans terre et miliciens de droite. Il y a 10 millions de paysans sans terre au Brésil, où moins d'un cinquième de la superficie cultivable est activement exploitée.

L'absence de systèmes de partis forts

Une troisième faiblesse de la démocratie latino-américaine réside dans l'absence de systèmes de partis forts. La démocratie politique exige l'existence de partis politiques forts et bien organisés qui représentent et mobilisent les opinions et les intérêts populaires, formant la base structurelle de gouvernements stables et offrant les voies institutionnelles pour la négociation, le compromis et le débat politique. En Amérique latine,

cependant, la culture politique s'est généralement exprimée, soit par l'intermédiaire du «movimientismo» souvent associé au pouvoir charismatique, c'est-à-dire le «personalismo» qui manifeste de fortes tendances au totalitarisme et à la dictature personnelle, soit par l'intermédiaire de systèmes à partis multiples où la stabilité du gouvernement et les négociations politiques sont impossibles du fait du nombre de partis en jeu et de leur faiblesse structurelle et idéologique.

Le manque de loyauté

Un quatrième problème est le manque de «loyauté» vis-à-vis des institutions et des règles politiques de la démocratie. Bien que la plupart des acteurs politiques dans le processus actuel de démocratisation en Amérique latine aient clairement accepté les règles politiques récemment instituées d'une «manière officielle», jusqu'à présent ils ne font pas grand cas de ces principes entre les démocraties européennes en tant que tels. C'est une différence fondamentale entre les démocraties européennes et latino-américaines. La situation en Amérique latine demeure par conséquent instable, étant donné que ceux qui sont politiquement actifs sont potentiellement ouverts à d'autres formes non démocratiques d'organisation. Le manque de partis politiques forts ayant des intérêts liés au système démocratique, en même temps qu'un manque de démocratisation sociale et économique fournissant un cadre à une participation égale et à des récompenses identifiables dans le processus démocratique, affaiblissent encore la fidélité à la démocratie de manière évidente.

La criminalité et le trafic de stupéfiants

L'immense pouvoir du crime institutionnalisé, en particulier dans le trafic des stupéfiants, est un problème supplémentaire pour le développement et la consolidation de la démocratie. Les syndicats illégaux de la drogue, souvent dirigés par des groupes de la Mafia nord-américaine, ont réussi à faire du commerce de la cocaïne l'une des sources principales de revenus dans la région et ont réussi à pénétrer et à contrôler d'importants secteurs de la vie commerciale et politique. La

corruption généralisée des politiciens, des hommes de loi, des hommes d'affaires etc. par ces syndicats et le meurtre systématique de ceux qui tentent de défier leur pouvoir sapent clairement l'autorité et le pouvoir du gouvernement démocratique. Belisario Betancur, ancien président de la Colombie, a récemment décrit le problème de son pays: «Nous avons à faire à une organisation plus puissante que l'Etat ... le fleuve de sang qui traverse la Colombie semble trouver son origine dans des groupes criminels ayant un grand pouvoir économique et logistique, qui possèdent les ressources pour frapper qui ils veulent et quand ils le veulent.»Au



Le président d'Argentine, Mr Alfonsin

cours des dernières années en Colombie, 21 juges qui s'occupaient de cas de trafic de stupéfiants, plusieurs journalistes et intellectuels en vue, le Ministre de la Justice, Rodrigo Lara Bonilla, et plus récemment, le Procureur Général de la République, Carlos Mauro Hoyos, ont tous été assassinés par les syndicats illégaux

de la drogue. Les syndicats colombiens contrôlent environ 80 % de la totalité de la cocaïne introduite aux Etats-Unis.

Les droits de l'homme

L'absence de droits de l'homme institutionnalisés constitue une limite supplémentairee à la consolidation de la démocratie dans la région. On doit laisser les gouvernements civils garantir les droits de l'homme, et amener devant les tribunaux ceux qui sont responsables de leur violation. Toutefois, les récents événements en Argentine révèlent clairement les graves difficultés auxquelles sont confrontés les gouvernements démocratiques dans leur poursuite d'une politique des droits de l'homme, alors que les membres du régime précédent conservent toujours une influence considérable. Toutefois, les droits de l'homme ne doivent pas être considérés uniquement dans un contexte national mais plutôt à travers une coopération régionale plus étendue, essentiellement par l'intermédiaire de la Convention inter-américaine des droits de l'homme. Il faut attribuer aux présidents Alfonsín d'Argentine et Sanguinetti d'Uruguay le mérite d'avoir assuré la ratification de la Convention américaine sur les droits de l'homme et d'avoir accepté la compétence obligatoire de la Cour inter-américaine des droits de l'homme. Malheureusement, dix-neuf pays de l'OAS seulement (moins des deux-tiers), ont ratifié la Convention et seuls huit d'entre eux ont accepté la compétence obligatoire (l'Argentine, l'Uruguay, le Pérou, l'Equateur, la Colombie, le Vénézuéla, le Costa Rica et le Honduras). Les Etats-Unis ont signé la Convention pendant le mandat du président Carter mais ne l'ont toujours pas ratifiée. Le financement de la Cour inter-américaine est également instable, en raison des problèmes financiers au sein de l'OAS.

L'influence des Etats-Unis

Une restriction supplémentaire pesant sur le développement démocratique de la région a été une utilisation abusive de leur influence de la part des Etats-Unis. Dans leur tentative de protéger leurs propres intérêts

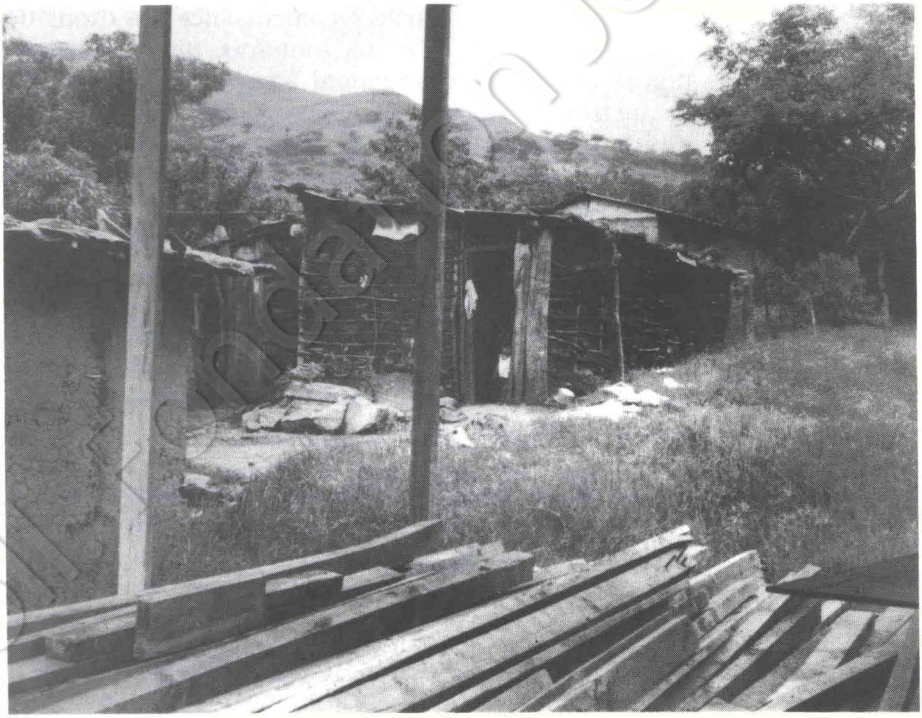
économiques et stratégiques et en appréhendant les développements en Amérique latine dans un contexte purement est-ouest, les Etats-Unis se sont souvent alignés sur des groupes réactionnaires et oligarchiques et ont financé et soutenu des dictatures répressives œuvrant contre les mouvements progressistes. Le soutien voilé des Etats-Unis par l'intermédiaire de la CIA et des groupes d'affaires nord-américains dans le renversement du gouvernement d'Allende démocratiquement élu en 1973 et son soutien permanent au gouvernement Pinochet, est l'un des exemples les plus scandaleux de la part d'un pays qui prétend défendre et encourager le pouvoir démocratique et constitutionnel. Au cours des premières années du gouvernement Carter, il y eut toutefois quelques tentatives manifestes de faire pression sur les dictatures latino-américaines en mettant l'accent sur la reconnaissance des droits de l'homme. Cela n'a pas été, toutefois, une préoccupation sincère du gouvernement Reagan qui choisit soit de mettre en relief, soit d'ignorer, les violations des droits de l'homme, selon la tendance politique ou le degré d'amitié manifesté envers les Etats-Unis par les gouvernements latino-américains concernés. La dépendance de l'Amérique latine vis-à-vis de l'aide, du commerce et des investissements nord-américains renforce l'influence des Etats-Unis sur ces pays et limite leur développement démocratique et social indépendant. En partie pour cette raison, les pays d'Amérique latine sont très désireux de diversifier leurs relations économiques et commerciales.

La récession économique

Un problème décisif et effectivement critique pour la démocratie latino-américaine est qu'elle s'efforce de se développer dans le contexte de la récession économique et de graves problèmes structurels intérieurs. Le problème a été clairement mis en relief par M. Oreja, Secrétaire général du Conseil de l'Europe au cours d'un colloque sur l'Amérique latine, en juin 1986.

«Nous ne pouvons pas, par exemple, négliger le problème de la dette extérieure. Celui-ci est tout d'abord

un problème économique, mais c'est aussi un grave problème social, étant donné qu'il entrave souvent le développement des nations et pose évidemment un problème politique avec la menace qu'il constitue pour les pays où la démocratie reste fragile. Le redressement économique exigé par les autorités financières internes omet de tenir suffisamment compte de la situation politique intérieure dans les pays débiteurs. Les mesures d'austérité d'un type trop radical sont susceptibles dans certains cas d'entraîner des perturbations qui, à leur tour, peuvent fournir un prétexte à ceux qui souhaitent mettre fin à la démocratie. Aider à résoudre le problème de la dette est en conséquence une manière de renforcer la démocratie en Amérique latine.»



Exemple de pauvreté en Amérique centrale

Admettre le lien entre le développement économique et social d'une part, et le développement politique de l'autre, est essentiel. Les tentatives de l'Amérique latine dans la voie du progrès économique et social ne doivent pas être entravées par des forces extérieures si l'on veut introduire la démocratie. Ce progrès doit, en vérité, être vivement encouragé.

Les attentes populaires

Aux contraintes ci-dessus s'ajoute le problème des «attentes populaires». Il existe chez beaucoup de Latino-américains l'opinion que la démocratie doit mener à un retour automatique du progrès et de la prospérité. L'absence de résultats immédiats peut provoquer la déception et la désillusion vis-à-vis des nouvelles structures politiques. En effet, la poursuite simultanée d'aspirations économiques, sociales et politiques qui vont d'une reprise de la croissance économique à la redistribution réelle de ses profits, de la réconcialiation des divisions profondes dans les sociétés à la dénonciation et au châtiment de ceux qui sont responsables de violations grossières des droits de l'homme, de la reconnaissance des droits et des revendications des travailleurs à la conclusion de pactes sociaux et de la restructuration et du contrôle d'élites militaires importantes à la création de nouvelles institutions politiques, exerce de graves contraintes sur la renaissance de la démocratie dans la région, exigeant une immense résistance et persévérance de la part du peuple latino-américain et de ses dirigeants. C'est une tâche considérable que les pays démocratiques à l'extérieur de la région doivent aider à mener à bien par l'intermédiaire de politiques constructives.

7. La contribution de la Communauté européenne à la consolidation de la démocratie en Amérique latine

Le soutien par la Communauté européenne du processus de démocratisation en Amérique latine a augmenté

au cours des dernières années par l'entremise de différents canaux.

Au niveau officiel

Au niveau officiel, il y a eu une intensification considérable du nombre des visites effectuées par les chefs d'état et dirigeants de gouvernements entre les deux régions et de la représentation européenne dans les tribunes latino-américaines. Les gouvernements de la Communauté européenne agissant individuellement et en commun, par l'entremise de la Coopération politique européenne, ont souvent exprimé leur soutien au processus démocratique et condamné les actes des gouvernements autoritaires. De même, plusieurs pays européens ont accordé leur soutien actif et l'asile politique aux réfugiés latino-américains. Dans le cas du Parlement européen, ses membres ont souvent organisé des réunions sur la région et une conférence interparlementaire avec le Parlement latino-américain a eu lieu deux fois par an depuis 1975. Le Parlement européen a régulièrement voté des résolutions sur les droits de l'homme et la démocratisation de la région.

L'aspect non-gouvernemental

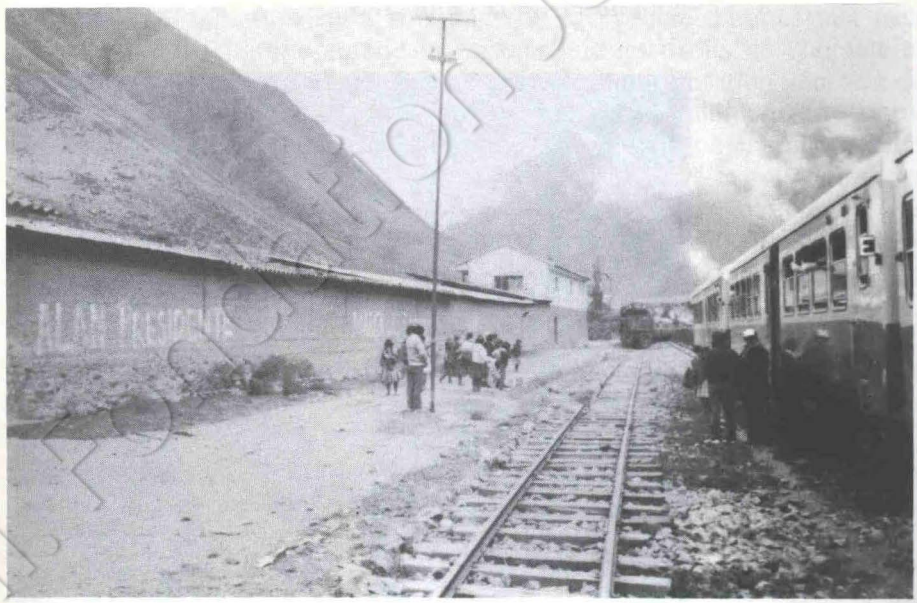
Sur le plan non-gouvernemental, il y a eu des liens importants entre partis politiques par l'intermédiaire de divers organismes internationaux, par exemple, l'Internationale socialiste, l'Internationale démocrate chrétienne et l'Internationale libérale, les organisations ecclésiastiques et humanitaires et les organisations culturelles.

Pas de stratégie coordonnée

Toutefois, à la remarquable exception de l'initiative vis-à-vis de l'Amérique centrale (voir ci-dessous), il n'y a pas eu de stratégie coordonnée de la part des douze Etats membres de la Communauté européenne pour promouvoir et consolider la démocratie ou les droits de l'homme dans la région. De la même manière, aucune tentative n'a été faite pour réduire les ventes d'armes à la région. En effet, le fait que lorsque le gouvernement Carter a imposé une réduction des ventes d'armes nord-américaines aux dictatures d'Amérique

latine en 1977-1981, les Etats membres de la CE aient bouché le trou, a largement discrédité l'Europe. La vente d'armes à l'Amérique latine demeure aujourd'hui un intérêt commercial de premier plan pour plusieurs Etats membres de la CE. De même, la politique économique protectionniste de la CE et les exigences financières imposées aux pays débiteurs d'Amérique latine contribuent à mettre en évidence le développement démocratique.

Si la Communauté européenne et ses Etats membres souhaitent sérieusement apporter leur concours à la démocratisation de l'Amérique latine, ils doivent adopter une série de mesures coordonnées conçues spécifiquement dans ce but.



Sous la présidence de Garcia

Une politique européenne

Une politique européenne en faveur de la démocratisation de l'Amérique latine doit par conséquent com-

prendre les mesures suivantes — outre celles mentionnées plus haut, en faveur du développement économique et social.

Les droits de l'homme

Premièrement, aucun échange commercial, ni aucune aide ne doivent être consentis aux pays ayant des antécédents de violation systématique des droits de l'homme. Là où les violations des droits de l'homme sont courantes et où le pouvoir démocratique est absent, l'aide ne doit être canalisée que par le biais d'organisations non-gouvernementales (ONG). Le Conseil des Ministres de la CE doit par conséquent également mettre en œuvre la résolution du Parlement européen pour inciter le FMI et la Banque Mondiale à suspendre toute aide financière au gouvernement Pinochet jusqu'au rétablissement des droits de l'homme et de la démocratie.



Jaime Paz Zamora, ancien président de Bolivie

La consolidation de la démocratie

Deuxièmement, la préférence doit, en revanche, être accordée aux pays latino-américains qui déploient des efforts véritables pour consolider la démocratie et réduire les problèmes sociaux. Des mesures préférentielles doivent, par conséquent, s'appliquer aux pays qui introduisent des réformes agraires, soutiennent les droits de l'homme et redistribuent les ressources économiques en faveur des classes démunies.

La Cour inter-américaine

Troisièmement, les Etats membres de la CE doivent proposer et encourager un financement substantiel et une assistance technique en faveur du fonctionnement de la Cour inter-américaine des droits de l'homme.

Les ventes d'armes

Quatrièmement, les Etats membres doivent faire en sorte qu'il soit mis fin aux ventes d'armes aux pays latino-américains ayant violé les droits de l'homme et encourager davantage une démilitarisation générale de la région. Des mesures doivent également être introduites pour prévenir les ventes d'équipements destinés à être utilisés dans les prisons, dans la répression des émeutes etc. Ces politiques seraient nettement plus efficaces si elles étaient menées en coopération avec les autres principaux pays producteurs d'armements tels que l'Union Soviétique et les Etats-Unis.

Le Chili et le Paraguay

Cinquièmement, la ligne budgétaire spéciale existante de la CE, qui offre une assistance spéciale aux groupes démocratiques et humanitaires au Chili, doit être appliquée et élargie. Une ligne budgétaire similaire doit également être envisagée pour le Parlement.

Le retour des réfugiés politiques

Sixièmement, la Communauté européenne doit également envisager une surveillance très poussée en ce qui concerne le retour des réfugiés politiques dans leur pays d'origine, en exerçant ainsi des pressions sur les gouvernements pour qu'ils honorent leurs engagements. A cet effet, des ressources et des attributions supplémentaires pourraient être accordées aux actuels

fonctionnaires du bureau de Presse et d'Information de la Commission.

Les liens avec les homologues

Septièmement, un effort résolu doit être accompli par les partis politiques, les organes structurels, les syndicats, les groupes humanitaires et les institutions se consacrant à l'enseignement et à la recherche en Europe, pour renforcer les liens avec leurs homologues en Amérique latine. Les partis politiques et les syndicats européens jouent un rôle important en aidant les Latino-américains à mettre sur pied leurs propres appareils de partis et mouvements d'intérêts. Les groupes culturels et les établissements d'enseignement pourraient contribuer à donner une plus grande valeur à l'idée de démocratie et aux institutions politiques. L'augmentation du nombre de programmes d'échanges d'universitaires et de chercheurs doit également être envisagée en permettant leur financement par la Communauté européenne.

Huitièmement, afin de réduire tout reste d'animosité et d'incompréhension entre les deux régions, des négociations sur la question du statut futur des Falklands/-Malvinas doivent être rouvertes. Une telle mesure donnerait également un élan moral considérable au gouvernement argentin dans ses relations avec les militaires.

8. La crise d'Amérique centrale

C'est en Amérique centrale que les problèmes latino-américains de développement politique, social et économique sont les plus aigus.

Les facteurs économiques et sociaux

Economiquement, les pays d'Amérique centrale présentent une plus grande ressemblance avec les pays en voie de développement d'Afrique qu'avec leurs voisins plus industrialisés d'Amérique du Sud. Par exemple, les revenus par habitant des pays du MCCA sont les plus faibles d'Amérique latine et ils ont diminué de

quelque 20 % depuis 1980 (la baisse pour l'ensemble de l'Amérique latine a été de 9 %); plus de 40 % de la population vit dans une misère extrême (13,6 % au Costa Rica pour 56,7 % au Honduras).

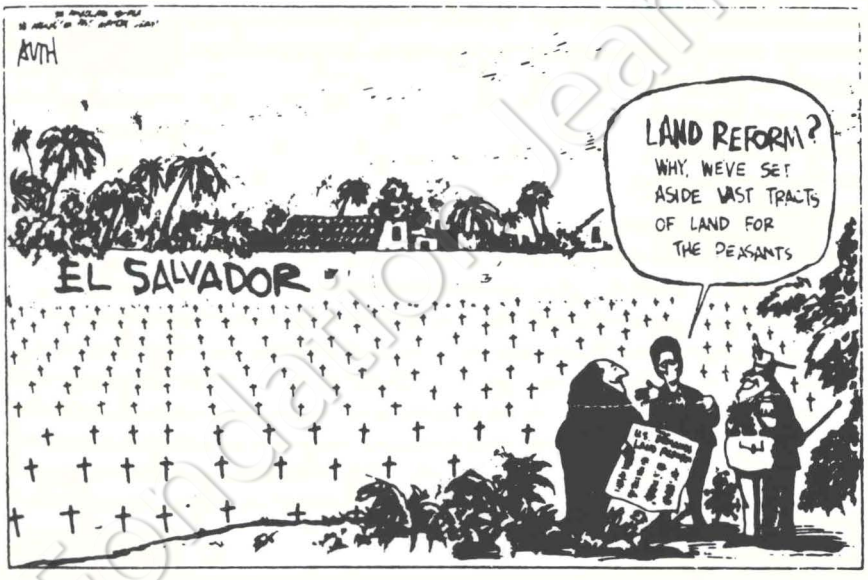
L'héritage de son passé colonial fait que l'agriculture en Amérique centrale (principale source d'emploi et de revenu) est essentiellement orientée vers la production d'un petit nombre de produits destinés à l'exportation. Environ 70 % des exportations de la région consistent en café, bananes, sucre, coton et bœuf, destinées en majeure partie aux Etats- Unis — rendant ainsi la zone très vulnérable aux demandes extérieures (en particulier, nord-américaines).

De plus, une structure extrêmement inégale de la propriété foncière rend plus difficile l'utilisation effective des terres disponibles. Dans la plus grande partie de l'Amérique centrale, des élites locales de propriétaires terriens, réduites mais très puissantes, contrôlent la production agricole. Par exemple, au Salvador, 20 % de la population possède 60 % de la terre, tandis que 65 % de la population en demeure totalement démunie. Les ouvriers agricoles doivent, soit travailler en tant que saisonniers sur de grands domaines, soit mener une existence pitoyable s'ils n'ont pas de capitaux et l'équipement suffisants pour entreprendre une production agricole viable. Il n'est pas surprenant que cette situation entraîne d'énormes inégalités — 3 % à peine de la population d'Amérique centrale percevant 50 % des revenus de la région.

La réforme agraire est sans aucun doute essentielle au développement économique et social de l'Amérique centrale. Toutefois, les tentatives répétées de réformes se sont heurtées à la résistance féroce et violente des élites locales, souvent avec le soutien des Etats-Unis. Le Nicaragua est le seul pays d'Amérique centrale ayant réussi à mettre en œuvre avec succès des réformes agraires à une échelle significative.

Ces dernières années, l'économie centre-américaine a subi un ralentissement qui a intensifié les problèmes

existants. Comme dans d'autres pays latino-américains, les prix sur le marché international des exportations les plus importantes de la région ont baissé, les coûts des importations ont augmenté et les dettes ont fait un bond en avant. De plus, la zone a connu une agitation politique constante avec des changements fréquents de gouvernements, des dictatures répressives, un conflit militaire et des opérations contre-révolutionnaires dont le centre se trouve aux Etats-Unis, ce qui a gravement affaibli le développement économique et politique.



La politique des Etats-Unis

En effet, l'abus d'influence exercé par les Etats-Unis dans la zone a été particulièrement évident et reste une entrave majeure au développement économique et politique de l'Amérique centrale. Pendant plus d'un siècle, les administrations américaines ont souvent traité les républiques d'Amérique centrale presque comme des colonies, intervenant politiquement et militairement le cas échéant, pour défendre les intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis et, à cette

fin, soutenant souvent des dictatures brutales et corrompues alliées aux élites locales de propriétaires terriens.

Bien que la protection des intérêts économiques joue un certain rôle dans la politique nord-américaine dans la sous-région, la raison principale est toutefois un



souci profond de sauvegarder ses intérêts stratégiques. Cette crainte est particulièrement aigüe depuis la révolution cubaine de 1959. La crainte d'une «cubanisation» de l'«arrière-cour de l'Amérique» a par conséquent obnubilé les responsables en matière de politi-

que étrangère américaine, leur faisant analyser les développements en Amérique centrale purement en termes de conflit est-ouest; ils ont ignoré les problèmes sociaux et économiques existants. Cette perception des choses est renforcée par l'incapacité de bien des responsables de la politique étrangère nord-américaine à distinguer entre «communisme», «marxisme», «socialisme» et «démocratie sociale». Par conséquent, tous les mouvements de gauche sont combattus à tort, parce qu'on voit en eux des émanations de l'influence soviétique.
L'intensité de ces craintes et les réactions contre celles-ci, cependant, diffèrent d'un gouvernement à l'autre. Par exemple, pendant les années du gouvernement Carter, les considérations est-ouest étaient réduites et la politique des Etats-Unis en Amérique centrale insista sur les droits de l'homme.

En revanche, sous le gouvernement du président Reagan, la politique nord-américaine dans la région a été marquée par une intense agressivité et un abus de la terminologie est-ouest, sans tenir compte des conséquences sociales, économiques et politiques d'une telle orientation pour les peuples d'Amérique centrale. L'application et les conséquences de cette politique apparaissent clairement dans les deux principales zones de conflit de la région, le Salvador et le Nicaragua.

Le Salvador

La tragique vérité est que le président Duarte, bien que démocratiquement élu, a peu d'autorité effective au Salvador — le pouvoir restant dans les mains de groupes oligarchiques qui se sont opposés par la violence et le meurtre à des réformes agraires modérées. Les violations des droits de l'homme et la répression des mouvements organisés d'ouvriers et de paysans par certaines sections des forces gouvernementales et les escadrons de la mort d'extrême-droite sont monnaie courante.

Par conséquent, il ne s'est pas produit de réformes sociales ou économiques sérieuses dignes d'être men-

tionnées. Les politiciens les plus modérés et centristes ont quitté le gouvernement à cause de leur incapacité de garantir les réformes et de maîtriser les événements. Beaucoup ont, en revanche, rejoint ou prêté main forte au front élargi du mouvement de guérilla FDR-FMLN. De la même manière, il n'y a pas de preuve de soutien militaire soviétique, la plus grande partie de l'équipement des guérillas ayant été prise des forces gouvernementales.

Toutefois, l'aide militaire nord-américaine au gouvernement Duarte a augmenté de US$ 6,2 millions en 1980 à US$ 111,5 millions en 1987, atteignant un total de US$ 599,6 millions en 7 ans, dans le but de combattre ce que le gouvernement Reagan prétend être des guérillas communistes soutenues par les Soviétiques. (Le coût total de la guerre en vies humaines pendant la même période a été d'environ 65.000 personnes).

L'Eglise catholique au Salvador définit la situation dans le pays en termes très clairs:

«Dans les conditions actuelles, le réformisme des Démocrates chrétiens est une force dont la faiblesse est telle par rapport à l'interventionnisme des Etats-Unis qu'elle peut facilement être neutralisée. Etant donné que la cible du projet anti-insurrectionnel de Washington n'est pas l'oligarchie mais le mouvement révolutionnaire, en se soumettant au plan des Etats-Unis, le gouvernement Duarte s'est mis en contradiction, non pas avec l'oligarchie mais avec l'insurrection. Il ne se trouve plus au centre des deux extrêmes; au contraire, il est devenu la voix modérée de l'un des deux extrêmes».

Au Nicaragua, le gouvernement Reagan a poursuivi une politique vigoureuse de déstabilisation contre le gouvernement sandiniste de gauche. Il a supprimé toute l'aide nord-américaine au pays, bloqué les prêts provenant des organismes multilatéraux, boycotté les échanges commerciaux entre les deux pays, illégalement bloqué et miné les cours d'eau du Nicaragua et a fourni un soutien et une formation substantiels au

forces contre-révolutionnaires opérant à partir du Honduras et du Costa Rica. Tout ceci a été dirigé contre un gouvernement qui avait mérité, dans les premiers temps après la Révolution, les louanges internationales pour ses réformes économiques et sociales et qui a remporté près de 60 % des suffrages populaires lors des élections tenues en 1984, jugées libres et justes par plus de 500 observateurs d'Europe et d'Amérique latine.



Les ministres du Groupe Contadora

Au Nicaragua

Les effets de la politique du gouvernement Reagan sur le Nicaragua ont été dévastateurs. La guerre a causé plus de 14.000 morts et 29.000 blessés entre 1981 et 1986 seulement. Elle a également forcé le gouvernement à consacrer plus de 50 % de son budget national à la défense, ce qui a gravement compromis la production agricole, les programmes de santé et d'éducation, et les services publics. Le revenu par habitant est tombé aux niveaux d'il y a 15 ans et l'inflation a grimpé

à 600 % étant donné que le gouvernement a dû imprimer des billets afin de payer la production militaire.

En outre, il est clair que la politique du gouvernement Reagan n'a pas seulement réussi à ralentir les nombreuses réalisations remarquables dans le développement social, politique et économique au Nicaragua, mais a également rendu extrêmement difficiles les tentatives des dirigeants sandinistes d'établir une société plus pluraliste et ouverte.

La situation insatisfaisante au Nicaragua a été clairement expliquée par Willy Brandt, Président de l'Internationale socialiste, «une politique de déstabilisation, de blocus économique et d'attaques militaires qui sont des pas en direction d'une guerre d'intervention, exige non seulement nos critiques mais également notre condamnation catégorique». Il s'est également montré préoccupé par le fait que le pluralisme démocratique, le non-alignement et une économie mixte, objectifs déclarés de la Révolution sandiniste, n'ont pas encore été entièrement réalisés. (SICLAC, San Domingo, 3 avril 1986).

Le groupe Contadora

Entre 1984-86, le groupe Contadora a été à plusieurs reprises sur le point d'arriver à une solution dans la région. Néanmoins, chaque fois que le Nicaragua a soutenu un plan particulier, les Etats-Unis l'ont jugé inacceptable.

La stratégie de Reagan consistant à renforcer progressivement les exigences nord-américaines est mise en évidence dans une publication récente du Centre pour la Politique internationale:«Le scénario selon lequel le Nicaragua fait des concessions et s'aperçoit ensuite que Washington impose de nouvelles exigences se reproduit périodiquement tout au long des négociations. Washington a élevé des objections contre les importations d'armes soviétiques par le Nicaragua: le Nicaragua a proposé d'y mettre fin. Washington s'est opposée à la présence de conseillers militaires soviétiques et cubains: le Nicaragua a proposé de les renvoyer chez

eux. Washington a objecté que le Nicaragua était en train de devenir une base soviétique: le Nicaragua a refusé d'accorder aux Soviétiques une base et a proposé de faire de ce refus une obligation légale. Washington a voulu que le Nicaragua réduise son armée et ses armements: le Nicaragua a accepté. Washington a exigé que tous ses accords puissent être vérifiés: le Nicaragua a accepté de permettre à une commission de contrôle internationale d'aller où elle voulait et de parler à qui elle voulait.» (Jim Morrell et William Goodfellow, «Contadora: sur le champ de bataille dans International Policy Report», mai 1986, Centre pour la Politique internationale).

9. L'initiative d'Arias

L'absence de résultats concrets et la détérioration de la situation en Amérique centrale ont incité le président Arias du Costa Rica à soumettre un plan de paix en 1987. Le plan est à la fois pratique et articulé autour de principes et, pour plusieurs raisons, profond dans ses objectifs à long terme.

Souveraineté

En premier lieu, bien qu'étant un prolongement des travaux de la Contadora, le plan Arias est essentiellement une tentative par les pays d'Amérique centrale de résoudre leurs propres problèmes, et en tant que tel, il représente une affirmation de souveraineté sur leurs propres affaires.

Leur propre plan

De la même manière, la décision des pays d'Amérique centrale de signer leur propre plan, au lieu de faire écho aux propositions du président Reagan, représente le revirement le plus important pour la politique étrangère nord-américaine dans la zone depuis 1959.

Les sources de tension

Troisièmement, le plan s'efforce d'éliminer les principales sources de tension entre états d'Amérique centrale, tout d'abord en exigeant que le territoire d'un pays ne soit pas utilisé pour soutenir la subversion dans

un autre. Le Nicaragua devrait dès lors s'engager à ne pas soutenir le FMLN contre le Salvador, et le Honduras ne devrait plus permettre au commandement de la «Contra» de maintenir des bases sur son territoire dans le but d'attaquer le Nicaragua. Ensuite, le plan réclame l'ouverture de négociations sur le contrôle des armements, soixante jours après la signature de l'accord. Cela pourrait mener à la démilitarisation de la région, ce qui est particulièrement important au Nicaragua où la force militaire du pays s'est muée en source d'inquiétude pour les autres états centre-américains.

La réduction de l'influence étrangère

Quatrièmement, le plan cherche à réduire l'influence étrangère (principalement nord-américaine) dans la zone en enjoignant aux gouvernements extérieurs à la région de cesser de fournir une aide militaire aux insurgés, qui pour leur part devraient refuser l'aide offerte.



Oscar Arias, Président du Costa Rica, reçoit le Prix Nobel de la Paix en 1987

L'union d'Amérique centrale

Cinquièmement, le plan intègre la notion d'une Union d'Amérique centrale — institutionnalisée par la constitution d'un Parlement d'Amérique centrale vers 1988-90.

Le pluralisme démocratique

Enfin, le plan met en avant le principe du pluralisme démocratique et des droits de l'homme comme objectif central pour la population de la région. Cela est considéré par les autres pays comme s'adressant particulièrement au Nicaragua, mais concerne clairement tous les pays centre-américains où les droits de l'homme et le pouvoir démocratique sont bafoués. Pour récompenser son initiative visant à résoudre la crise d'Amérique centrale, le prix Nobel de la Paix a été décerné, en octobre 1987, au président Arias [qui est le chef de file du Partido de Liberación Nacional (PLN), parti-membre de l'Internationale socialiste].

10. La contribution de la Communauté européenne à la paix et la démocratie en Amérique centrale

En contraste avec son rôle en Amérique latine en général, la Communauté européenne a fait une tentative constructive pour promouvoir la paix, la démocratie et le développement économique en Amérique centrale, bien que beaucoup reste évidemment à faire.

La principale percée de la politique des Communautés européennes vis-à-vis de l'Amérique centrale s'est manifestée à travers les conférences inter-ministérielles qui se sont tenues à San José en 1985, à Luxembourg en 1985, au Guatémala en 1987 et récemment à Hambourg en 1988, et par un Accord de coopération économique avec les pays d'Amérique centrale, signé en 1985.

Les Conférences inter-ministérielles

Les conférences inter-ministérielles se composant des Ministres des Affaires étrangères des Douze d'une part, et de ceux des Républiques d'Amérique centrale

et de pays de la Contadora de l'autre, ont constitué une tribune importante pour le dialogue politique entre les deux régions et ont en outre contribué à accroître la crédibilité et le prestige de l'initiative de Contadora. Tout comme les pays de la Contadora, la Communauté européenne adhère à un principe de base selon lequel les problèmes de l'Amérique centrale réclament une solution politique accordant un rôle à tous les acteurs de la région. Au cours de la conférence de San José, qui a été la première occasion de rencontre des Douze à l'extérieur du territoire de la CE, le président du Costa Rica à l'époque, Louis Alberto Monge, a présenté la réunion comme étant «d'importance historique mondiale... signe, que les démocraties européennes avaient enfin reconnu que le combat des peuples d'Amérique centrale pour préserver et défendre la démocratie ne pouvait pas être ignoré.»

Le Parlement européen

En octobre 1985, le Parlement européen a encore intensifié les liens en créant un organe consultatif permanent afin d'unir le Parlement européen aux parlements des pays de la Contadora. Au même moment, le Parlement européen a voté une résolution demandant que les Etats-Unis cessent leur politique de déstabilisation et a condamné les agressions contre-révolutionnaires menées de l'extérieur du pays.

L'Accord de coopération

L'Accord de coopération, signé à la conférence ministérielle de Luxembourg en 1985, couvre la coopération économique, la coopération commerciale et la coopération pour le développement et contient la clause de la nation la plus favorisée. Une considération particulière est accordée aux projets qui encouragent le développement agricole et les progrès technologiques. En dépit de la nature économique de cet accord, ses objectifs sont politiques — progresser vers une solution pacifique permanente; éviter l'intensification de la militarisation des conflits en Amérique centrale ou de nouvelles pressions de la part des Etats-Unis, et encourager le développement autodéterminé de ces pays. Toute-

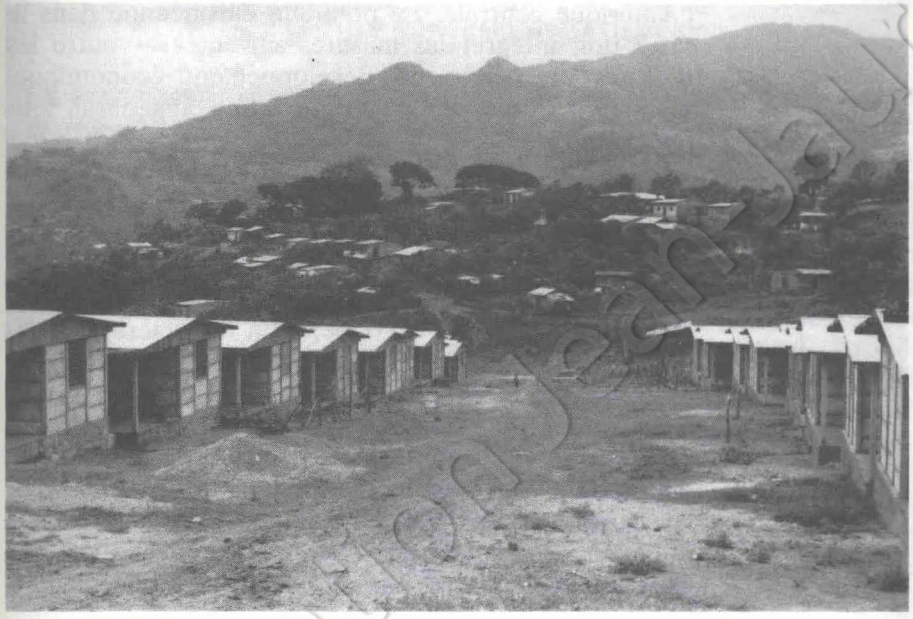
fois, l'opinion de la Communauté européenne et du Groupe socialiste du Parlement européen est que la stabilité politique doit résulter davantage d'une prospérité économique et d'une cohésion sociale accrues que de la pression politique.



Quatrième réunion de San José à Hambourg, 29 Février-1ier Mars 1988

L'effet le plus immédiat de l'accord a été de donner un élan vital à l'intégration régionale de la zone en relançant le Marché commun d'Amérique centrale. L'importance de l'Intégration régionale doit être soulignée étant donné qu'elle peut contribuer à stimuler la croissance interne et les échanges commerciaux et, par ailleurs, augmenter l'autosuffisance et la diversification de la production, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des exportations d'un petit nombre d'articles de consommation. De même, depuis 1984, le volume de l'aide de la CEE à la région a presque doublé. De manière significative, quelque 40 % de l'aide au développement à l'Amérique centrale sont allés au Nicaragua, fournissant ainsi une importante bouée de sauve-

tage au pays à un moment où le gouvernement Reagan tente d'annihiler les progrès économiques et sociaux déjà réalisés.



Projet d'HLM au Nicaragua

En réponse à l'initiative du président Arias, les douze Etats membres de la Communauté européenne ont totalement souscrit au Plan et ont condamné «tous les actes de violence mettant le processus en danger». Le Parlement européen en a également appelé à «l'arrêt de toutes les formes d'influence extérieure pouvant entraver la réalisation du Plan». Cela s'adresse au gouvernement américain qui d'un côté, prétend soutenir les propositions de paix mais qui, de l'autre, continue à rechercher de l'aide en faveur de la «Contra», en violant totalement le traité, et en sapant sa réussite.

Une politique européenne

Les récentes démarches du président Arias garantissent à présent une nouvelle intensification de l'engagement de la Communauté européenne vis-à-vis de l'Amérique centrale. La politique européenne dans le futur doit intégrer les mesures suivantes — outre les mesures en faveur du développement économique, social et politique de l'Amérique latine en général, soulignées plus haut.

L'aide et les secours d'urgence

L'aide et les secours d'urgence doivent être augmentés. A l'heure actuelle, l'assistance de la CE et des Etats membres réunis représente environ 50 % de l'aide non-militaire accordée à la région par les Etats-Unis. Dans le domaine de la coopération financière et technique, par exemple, les états d'Amérique centrale ont présenté plus de 90 projets régionaux en 1987, mais les coûts totaux de ceux-ci étaient de loin supérieurs au chiffre que la Commission européenne avait prévu d'affecter à cette région (80 millions d'Ecus en 1987). En outre, une aide élargie destinée à la commercialisation, à la formation des cadres, à la promotion des exportations, etc, doit également être mise en place.

Les dispositions commerciales

Deuxièmement, des conditions commerciales plus favorables doivent être accordées pour encourager une plus grande diversification des exportations et un accès élargi aux marchés de la CE. Il ne faut pas négliger le fait que les exportations communes du MCCA et de Panama vers la CEE ont même diminué depuis 1984. Lors de la première rencontre conjointe CEE-Amérique centrale, les six états d'Amérique centrale ont demandé d'étendre le Système de Préférences Généralisé aux produits agricoles non traditionnels. Les six ont également exprimé leur souhait de bénéficier du système complexe des compensations pour les recettes agricoles dont ils ont été exclus par les Ministres de la CE (à l'exception de l'Espagne) à la fin de 1986. Le principal désir des pays d'Amérique centrale était d'obtenir une compensation financière de la CEE pour les fluctuations du prix de vente de leur sucre à l'exporta-

tion. En effet, la CE devrait à présent envisager d'élargir l'Accord de coopération en y incorporant les avantages relatifs dont jouissent les pays ACP en matière de traitement préférentiel des échanges et de garantie des recettes provenant de l'exportation.

Les programmes de réforme

Troisièmement, à titre de principe général en matière de politique d'aide ou d'assistance, la préférence doit être donnée aux pays qui poursuivent des programmes de réforme agraire sérieux. La réforme agraire est essentielle en Amérique centrale pour l'exploitation productive de la terre, pour réduire la dépendance des économies nationales vis-à-vis des exportations, pour assurer l'autosuffisance alimentaire et pour éliminer la base de l'immense injustice sociale régnant dans la région. Sans réformes agraires, les initiatives de la CE en matière d'échanges commerciaux et d'aide auraient un effet réduit et continueraient à profiter essentiellement aux actuels propriétaires terriens nationaux et étrangers (principalement nord-américains) plutôt qu'à la population dans son ensemble. La coopération doit par conséquent être associée à un programme de réforme agraire en faveur de l'Amérique centrale.

Des élections loyales

Quatrièmement, une assistance technique, financière et personnelle doit être fournie afin de permettre l'organisation d'élections libres et non truquées dans la région. Une assistance financière doit également être envisagée pour l'édification du parlement d'Amérique centrale qui a été proposé. Une telle initiative serait considérée comme un monument permanent édifié en l'honneur de la coopération CE-Amérique centrale.

Le dialogue politique

Enfin, le dialogue politique doit être intégré dans l'Accord de Coopération selon les principes initialement proposés par la Commission et le Parlement de la Communauté européenne. Ceci mettrait l'accent sur la nature politique de la relation et permettrait à toutes les institutions de la Communauté européenne de jouer pleinement leur rôle dans les développements des accords.

La nécessité d'intensifier le rôle de la Communauté européenne en Amérique centrale a été rappelée par le Parlement au cours de sa session de février 1988. Au cours de cette session, le Parlement européen a voté une résolution (avec seulement 2 voix contre) demandant (1) l'établissement d'une ligne budgétaire spécifique pour l'Amérique centrale, (2) qu'une aide substantielle et intégrée soit accordée et (3) que la CE prenne part à la création d'un Parlement d'Amérique centrale. Le Parlement européen a également proposé sa participation aux mécanismes de vérification de l'application du Plan Arias. Le Conseil des Ministres doit à présent agir sur cette résolution.



L'expression du peuple

Une option européenne

En poursuivant cette politique en Amérique centrale, la Communauté européenne doit être considérée comme agissant strictement dans un contexte «Nord-Sud» et demeurant à l'écart de tout intérêt ou influence des super-puissances. En effet, précisément

en raison de cette absence de tout intérêt géo-politique dans la zone, la Communauté européenne peut, dès lors, proposer une «option européenne», aux pays d'Amérique centrale, une troisième voie entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

Cela est particulièrement important car les pays d'Amérique centrale recherchent également les moyens d'atténuer la perspective est-ouest que les inquiétudes et les intérêts nord-américains ont imposée à cette région. Les Centre-américains sont par conséquent particulièrement sensibles à l'assistance économique et politique émanant de ceux qui agissent en dehors d'une structure de super-puissance.

11. La coopération entre socialistes européens et latino-américains

Depuis la Conférence de l'Internationale socialiste de 1976 à Genève, les relations entre socialistes européens et latino-américains se sont considérablement développées. Au Congrès de Genève, Willy Brandt a clairement exposé la nouvelle ligne de consuite de l'IS. Selon Brandt, l'IS devrait devenir une organisation — plus qu'une organisation: elle devrait être la mise en œuvre d'une conception — s'orientant vers une troisième voie indépendante, en termes de politique internationale, entre le capitalisme occidental et le communisme du bloc soviétique. L'IS devrait également devenir une organisation qui renoncerait à un ethnocentrisme européen étriqué pour se concentrer sur l'élargissement de sa base et du contexte de décisions politiques, et sur la coopération avec les socialistes démocrates et d'autres forces progressistes dans le Tiers-Monde, en particulier en Amérique latine.

La nouvelle stratégie de l'IS

Les éléments-clés de la nouvelle stratégie de l'IS ont été clairement définis dans les termes suivants:

1. le désarmement et la détente, en offrant les moyens de mettre fin au conflit est-ouest, accompagnés d'une restructuration fondamentale de l'économie mondiale;
2. l'intensification radicale du dialogue nord-sud, en fournissant une base pour des relations internationales équitables;
3. la lutte pour les droits de l'homme, avec non seulement les droits traditionnels mais également les droits politiques, économiques et sociaux, ceux-ci devant être considérés comme une question d'urgence.

Dans l'intervalle, le nombre de partis latino-américains affiliés a rapidement augmenté et l'IS a déployé une activité croissante sur la scène politique latino-américaine. A Caracas, les 8 et 9 décembre 1987, a eu lieu la plus grande réunion jamais tenue par la Commission de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes (SICLAC).

Les circonstances évoluent

L'audace des Socialistes en Europe occidentale n'était pas l'unique facteur dans cette évolution, la raison principale étant les circonstances qui ont caractérisé l'Amérique latine au cours des 10 à 15 dernières années, à savoir:

— le sentiment généralement partagé de la nécessité de mettre fin à l'isolement politique de la région en recherchant des contacts et, dans l'éventualité d'une confrontation est-ouest, un alignement possible sur l'Europe occidentale;

— la nécessité pour les partis politiques progressistes et les mouvements populaires opérant dans des conditions extrêmement difficiles de rechercher des contacts avec les partis de gauche d'Europe occidentale afin d'acquérir une certaine forme de légitimité et de protection physique;

— la lenteur des progrès dans la mise en application des principes démocratiques, aussi décevant que

cela puisse être dans bien des cas, et la nécessité qui en découle de partis de gauche organisés — un processus dans lequel les partis frères d'Europe occidentale peuvent apporter leur concours technique et financier.

— la prise de conscience croissante que la lutte armée contre l'oppression par les militaires et/ou l'oligarchie, victorieuse ou non, n'est pas en soi une garantie de développement indépendant pour un pays.

— le déclin de l'influence de l'URSS et des partis communistes alignés sur Moscou et la volonté des mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale d'adhérer aux principes de la démocratie pluraliste et du non-alignement.



Congrès international socialiste au Pérou en 1986

Le socialisme en Amérique latine

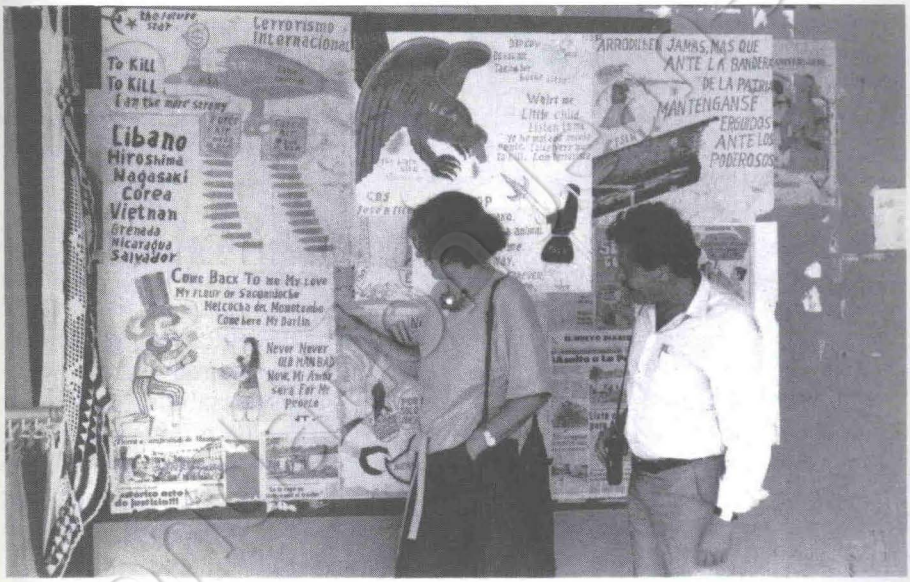
En dépit de la popularité croissante du socialisme en Amérique latine, les partis socialistes de la région ont

des politiques ainsi que des organisations d'une grande diversité et aux histoires très diverses et leur activité se manifeste dans des circonstances très différentes. Le MNR, par exemple, est actuellement actif dans la lutte armée au Salvador. En effet, on ne doit pas oublier que certains des partis qui constituent les gouvernements civils actuels en Amérique latine ont précédemment été engagés dans des conflits armés pendant de longues périodes. De plus, il existe une différence considérable entre socialistes latino-américains et socialistes européens, qui reflète la diversité dans le développement politique et économique des deux régions.Cela se retrouve dans la terminologie; par exemple, la notion de «gauche nationale» et l'utilisation de ce terme, sont courantes en Amérique latine, et impliquent non seulement un changement «révolutionnaire» mais encore la nécessité de «construire la nation». L'Amérique latine se trouve toujours engagée dans le processus de développement national et de lutte contre les influences étrangères et cela fait clairement partie de l'idéologie de la Gauche en Amérique latine.

La Gauche en Europe

Les idées des partis socialistes latino-américains et la focalisation croissante sur l'Amérique latine opérée par les partis socialistes européens et l'Internationale socialiste ont clairement influencé la Gauche en Europe et la stratégie de l'IS. Cela se manifeste principalement de trois manières. En premier lieu par la véritable reconnaissance de modèles de libéralisation et de développement autres que le modèle d'Europe occidentale. On n'a exprimé aucune préférence pour le recours à la force, bien qu'il soit admis que les moyens nécessaires et autorisés, politiquement, pour réaliser la libéralisation et le développement sont fonction de l'arrière-plan historique de chaque situation spécifique. Par exemple, la révolution sandiniste et la résistance salvadorienne ont mérité d'être soutenues, mais c'est également le cas des luttes non-violentes dans des pays tels que le Brésil, l'Argentine et le Chili. Ce soutien n'est pas

accordé de manière inconditionnelle. Par exemple, l'IS et les partis socialistes européens critiquent les violations des droits de l'homme et des libertés commises par des mouvements de libération également. De plus, aucun soutien n'est accordé aux mouvements ayant recours à la force dans les pays authentiquement démocratiques. Les actions violentes du Sentier Lumineux au Pérou ont été énergiquement condamnées par l'IS et les partis socialistes européens.



Graffitis au Nicaragua

Le second résultat est une position moins équivoque et une plus grande indépendance des Socialistes européens vis-à-vis des Etats-Unis. Depuis 1976, l'IS et les partis socialistes européens se sont plus souvent et plus clairement dissociés, de manière verbale, de la position des Etats-Unis à l'égard de l'Amérique latine. A différentes occasions, les gouvernements socialistes ont également tenté de traduire les critiques verbales en mesures politiques. Parce que le partage nord-sud a été mis

en relief, le partage est-ouest qui constitue la principale préoccupation des Etats-Unis, n'est plus, jusqu'à un certain point, le problème principal pour le reste du monde.

Enfin, les droits de l'homme et la notion de nouvel ordre économique international se sont nettement imposés comme des éléments-clés dans la conception du développement des socialistes européens. Toutefois, la poursuite d'un nouvel ordre économique international semble être une entreprise de beaucoup plus longue haleine que les auteurs de la Déclaration de Santo Domingo de 1980 n'avaient osé le croire: non seulement la récession économique mondiale, mais encore la perte de mandats gouvernementaux par les partis socialistes d'Europe occidentale ont ralenti le rythme des réformes.

La coopération socialiste

En effet, le degré d'influence des divers partis socialistes sur les gouvernements des pays dans lesquels ils sont établis dépend de facteurs tels que la position de ces partis dans l'opposition, s'il s'agit d'un gouvernement à parti unique ou d'un gouvernement de coalition. Malgré le poids de leur responsabilité dans l'administration de la politique nationale gouvernementale sur l'Amérique latine, il existe un certain nombre de questions touchant à la coopération interrégionale sur lesquelles les partis socialistes européens peuvent influer de manière directe.

Un cadre organisationnel

En premier lieu, au vu de l'état actuel de l'organisation et de la différence du niveau d'expérience de la démocratie parlementaire et des conflits internes dans un grand nombre de partis en Amérique latine, les partis d'Europe occidentale, sans chercher à imposer des idées européennes, devraient offrir leur aide pour construire une structure socialiste politique et organisationnelle. Il est nécessaire de créer une forme de pratique politique organisationnelle adaptée à la situation spécifique et aux conditions dans les pays concernés. Le but de cette organisation politique doit être de

mettre en place des partis s'étendant à des zones géographiques entières et ayant des structures viables et permanentes qui sont nécessaires pour intégrer aussi bien les zones urbaines industrialisées que les zones rurales. Les associations électorales, telles qu'elles existent souvent aujourd'hui, qui ne sont mobilisées qu'en période électorale, ne suffisent pas lorsqu'il s'agit de formuler et de mettre en œuvre ces deux séries d'objectifs, sans parler de conserver le pouvoir.



Le président Orteja du Nicaragua rencontre la délégation du Groupe Socialiste en 1987

Les syndicats

En second lieu, il est essentiel d'établir une organisation syndicale efficace qui soit politiquement indépendante mais ayant des liens étroits avec les partis socialistes. Il est absolument essentiel de se rendre compte que l'organisation syndicale de la population rurale est une composante vitale de toute réforme sociale en Amérique latine. La nature des organisations coopéra-

tives doit également être reconsidérée pour l'Amérique latine et intégrée à toutes les organisations syndicales. De toute évidence, les syndicats européens auront un rôle à jouer dans ce processus et les liens entre les organisations des deux régions doivent être renforcés.

La politique économique

En troisième lieu, les partis socialistes d'Europe occidentale doivent rendre accessibles aux partis latino-américains affiliés, d'une manière appropriée, l'expérience qu'ils ont acquise en matière de politique économique. Cela ne doit pas uniquement se faire par la communication d'aperçus pénétrants ou de théories économiques sous la rubrique «expérience professionnelle». Bien au contraire, il est important de contribuer à la formulation d'une politique de développement économique socialiste orientée vers la nation pour permettre à l'Amérique latine de réaliser un développement économique équilibré, adapté à la politique sociale.

Des échanges de vues

En quatrième lieu, les partis socialistes latino-américains devront être davantage intégrés dans les politiques de développement et des affaires extérieures de la Communauté européenne — les représentants et les experts des partis socialistes latino-américains doivent par conséquent s'engager dans des discussions à caractère permanent et des échanges de vues à différents niveaux des institutions de la Communauté européenne. Il y a ici de manière évidente, un rôle important à jouer pour le Groupe socialiste du Parlement Européen, aussi bien au niveau des dirigeants qu'à celui des Membres.

Un dialogue permanent

Enfin, et en partie dans le but d'atteindre les objectifs énumérés plus haut, une structure doit être établie en faveur d'un dialogue permanent entre l'Europe occidentale et les hommes politiques, les experts, les syndicalistes et les intellectuels socialistes latino-américains.

III. Adresses des partis d'Amérique centrale et latine membres de l'Internationale Socialiste

INTERNATIONALE SOCIALISTE
Maritime House, Old Town — Tel. (01) 627.4449
LONDON SW 4 OJW — Telefax: (01) 720.4448
United Kingdom — Telex: 261735 SISEC

PARTIS MEMBRES

CHILI
Partido Radical de Chile PR
Av. Santa Maria 281
SANTIAGO — Tel. 77 99 03

COSTA RICA
Partido Liberación Nacional PLN
PO Box 2919
SAN JOSE — Tel. 32 32 35

REPUBLIQUE DOMINICAINE
Partido Revolucionario Dominicano PRD
27 de Febrero 265, Oficina 210
SANTO DOMINGO — Tel. 565 73 11

ECUADOR
Partido Izquierda Democrática PID
Juan León Mera 268 y Jorge Washington — Tel. 54 76 48
QUITO — 55 20 05

EL SALVADOR
Movimiento Nacional Revolucionario MNR
Apartado Postal 5-660
CP 06500 MEXICO DF
MÉJICO — Tel. 525 64 17

GUATEMALA
Partido Socialista Democrático de Guatemala PSD
12 Calle 10-37
Zona 1
CIUDAD DE GUATEMALA
Tel. 53 32 19

JAMAICA
People's National Party PNP
Partido Nacional del Pueblo — Tel. 927 78 05
89 Old Hope Road — Telefax 921 53 29
KINGSTON 6 — Telex 2441 JMELNKN

Fondation Jean-Jaurès

PARAGUAY
Partido Revolucionario Febrerista PRF
Casa del Pueblo
Manduvira 552
ASUNCION — Tel. 94 041

VENEZUELA
Acción Democrática AD
Casa Nacional Acción Demócratica — Tel. 74 79 11
Calle los Cedros, La Florida — 74 77 33
CARACAS — Telex 21345 AD VC

PARTIS CONSULTATIFS

ARUBA
Movimiento Electoral di Pueblo MEP
Movimiento Electoral del Pueblo
Cumana 84 — Tel. 22 432
ARUBA — Telex 2486 RULEX AR

BOLIVIA
Movimiento Izquierda Revolucionario MIR — Tel. 37 92 87
Casilla 7379 — 37 26 30
LA PAZ — 35 50 73
Telex 3210 MIR BV

BRESIL
Partido Democrático Trabalhista PDT
Partido Obrero Democrático
Rua 7 de Setembro 141 — 3 Andar — Tel. 221 00 93
CEP 2000 Centro — 232 07 20
RIO DE JANEIRO — RJ — 232 03 40

CURAÇAO NA
Movementu Antiyas Nobo MAN
Movimiento Nuevo de las Antillas
Landhuis Morgenster Marchena
CURAÇAO
Antillas Neerlandesas — Tel. 84781

PANAMA
Partido Revolucionario Democrático PRD
Apartado Postal 2650
PANAMA 9A

PERU
Partido Aprista Peruano PAP — Tel. 24 74 79
Av. Alfonso Ugarte 1016 — 23 67 92
LIMA — Telex 25801 PE PAP

PUERTO RICO
Partido Ibndependentista Puertorriqueño PIP
Av. Roosevelt 963
Telex 9199 PIP
PUERTO NUEVO

ST LUCIA
Partido Obrero Progresivo St. Lucia PLP
19 St Louis Street
CASTRIES

VENEZUELA
Movimiento Electoral del Pueblo MEP
Av. Buenos Aires — Tel. 781 71 86
Edificio MEP — 781 34 32
Urbanización Los Caobos — 781 73 99
CARACAS — Telex 27475 MEPNA VC

Coll. Fondation Jean-Jaurès

IV. Rapports du Parlement européen sur les relations entre la Communauté européenne et l'Amérique centrale et latine

1. Rapport de M[me] WIECZOREK-ZEUL (mai 1985) — doc. A2-42/85 sur le projet d'accord de coopération entre la Communauté européenne et l'Amérique centrale

2. Rapport de M. VAN AERSSEN (mai 1985) — doc. A2-45/85 sur les relations économiques entre la Communauté européenne et l'Amérique latine

3. Rapport de M. McGOWAN (mai 1985) — doc. A2-44/85 sur les relations entre la Communauté européenne et l'Amérique latine sous l'angle du développement

4. Rapport de M[me] LENZ (décembre 1985) — doc. A2-187/85 sur la situation politique en Amérique latine

5. Rapport de M. VAN AERSSEN (décembre 1986) — doc. A2-194/86/A sur les relations économiques entre la Communauté européenne et l'Amérique latine

6. Rapport de M. GLINNE (mars 1988) — doc. A2-271/87/A sur la situation en Amérique centrale

Coll. Fondation Jean Jaurès

ADRESSES ET NUMEROS DE TELEPHONE

BRUXELLES

Groupe Socialiste du Parlement européen
79-113, rue Belliard — Bât. Ardenne
1040 Bruxelles
Tél.: (02) 234 21 11
Telex: 63988 socep
Telefax: Bât. Ardenne: 00/32/2/2306664
Bât. Belliard: 00/32/2/2306488

LUXEMBOURG

Groupe Socialiste du Parlement européen
Plateau Kirchberg — Bât. Schuman
2929 Luxembourg
Tél.: (352) 43 001
Télex: 2894 Eurparl Lu
Telefax: 00/352/437256

STRASBOURG

Groupe Socialiste du Parlement européen
Palais de l'Europe
67006 Strasbourg Cedex
Tél.: 88 37 40 01
Télex EP: 880390
Telefax: 00/33/88354865

Publié par: Groupe Socialiste du Parlement européen
rue Belliard, 97-113
1040 Bruxelles
Tel: 02/234.21.11

Editeur responsable: Rudi ARNDT, Présidente du Groupe Socialiste

Texte et Coordination: Dick TOORNSTRA, Gregory PERRY

Imprimé par: Printéclair sprl, Bruxelles

Photos: Dick TOORNSTRA / BELGA

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès